

CULTURES STRATÉGIQUES

# Nécessité d'accompagner les entreprises publiques

*Le ministre de l'Agriculture et du Développement rural,  
Mohamed Abdelhafid Henni, a affirmé la nécessité d'accompagner  
les entreprises publiques activant dans le domaine  
des cultures stratégiques et de faciliter leur accès  
à tous les avantages accordés par l'Etat.*

P 3



APPLICATION "NDIF"

**Plus de 6600  
requêtes  
enregistrées depuis  
début juin**

L'Agence nationale des déchets (AND) a enregistré 6.649 requêtes à l'échelle nationale, par son application "Ndif", dédiée à la surveillance et au signalement des points noirs et des décharges sauvages, entre le 1er juin et 28 août 2023, a indiqué l'Agence dans un communiqué.

P 3

TABLETTES POUR ÉCOLES  
PRIMAIRES

**Production de 48 000  
unités par ENIE**



L'école en Algérie poursuit sa mue et sa modernisation à travers des réformes entreprises par les pouvoirs publics et dont la plupart seront effectives dès cette rentrée scolaire 2023/2324. Des mesures annoncées, il y a celle de la numérisation des cursus. Dans cette optique, l'Entreprise nationale des Industries Électroniques (ENIE) de Sidi Bel Abbès a produit 48.000 tablettes.

P 4

INTEMPÉRIES

**Plusieurs personnes  
décédées à l'Ouest du pays**

Plusieurs personnes sont mortes dans les wilayas de Tlemcen et El Bayadh à la suite des fortes pluies qui se sont abattues la nuit dernière sur l'ouest du pays. Quatre personnes ont péri, dans la nuit de samedi à dimanche, à Tlemcen, aux environs de minuit passé de 15 minutes, sur la route nationale N°7 au niveau de la commune de Bab al-Assa après que leur véhicule ait été emporté par les eaux de oued eddahlia.

P 2

**Géant<sup>®</sup>**  
ELECTRONIC

Moi, c'est Géant... [www.geant-dz.com](http://www.geant-dz.com) | [info@geant-dz.com](mailto:info@geant-dz.com) | [geantelectronics](https://www.facebook.com/geantelectronics) أنا، صج جيون

EXPLOSION DE GAZ DANS UN APPARTEMENT À EL BOUNI

Le procureur de la République ordonne l’ouverture d’une enquête

Le procureur de la République près le tribunal d'El Hadjar a ordonné l'ouverture d'une enquête sur les faits relatifs à l'explosion de gaz survenue samedi dans un appartement dans la commune d'El Bouni (Annaba) faisant 17 blessés, indique un communiqué de la Cour d'Annaba."En application des dispositions de l'alinéa 3 de l'article 11 du Code de procédure pénale, le procureur de la République près le tribunal d'El Hadjar informe l'opinion publique qu'en date du 02/09/2023 à 09h45, une explosion de gaz s'est produite dans un appartement au niveau de la Cité Tarek Ibn Ziad, dans la commune d'El Bouni (wilaya d'Annaba), faisant 17 blessés, qui ont été transférés à l'hôpital pour recevoir des soins, et occasionnant d'importants dégâts matériels dans l'immeuble", lit-on dans le communiqué. Le procureur de la République, qui s'est rendu sur les lieux, a ordonné l'ouverture d'une enquête sur les faits, conclut le communiqué.

ASSEMBLÉE POPULAIRE NATIONALE Ouverture lundi de la session parlementaire ordinaire

L'ouverture de la session ordinaire 2023-2024 des deux chambres du Parlement interviendra lundi, indique dimanche un communiqué de l'Assemblée populaire nationale (APN). L'ouverture de cette session intervient "conformément aux dispositions de l'article 138 de la Constitution et de l'article 5 de la loi organique 16-12 modifiée et complétée fixant l'organisation et le fonctionnement de l'Assemblée populaire nationale et du Conseil de la nation, ainsi que les relations fonctionnelles entre les chambres du Parlement et le Gouvernement", précise le communiqué. La séance d'ouverture "débutera au siège de l'APN à 10h00 sous la présidence de son président, en présence du président du Conseil de la nation et du staff gouvernemental, conduit par le Premier ministre", selon la même source.

CDER

L’aéroport Ahmed-Ben Bella alimenté partiellement en énergie solaire

L'Algérie a entrepris de s'engager davantage dans l'énergie solaire. Le Centre de Développement des Énergies Renouvelables (CDER) a réalisé un projet pilote en alimentant partiellement l'aéroport Ahmed-Ben Bella en énergie solaire, une première en Afrique et parmi les rares dans le monde.

Par R.E.

Ce projet ouvre la voie à l'objectif national de produire 27% de l'électricité nationale à partir de l'énergie solaire, faisant un premier pas vers le programme de mix énergétique ambiteux de l'Algérie qui vise à atteindre 15 GW d'énergie solaire photovoltaïque d'ici 2035. L'appel d'offres récent de Sonelgaz

pour la création de stations de production d'énergie solaire de 2000 MW représente une étape importante dans la réalisation de cet objectif. Pour l'Algérie, devenir un acteur clé sur le marché international des énergies nouvelles est une priorité, en particulier dans l'hydrogène vert, une ressource d'avenir. Le CDER travaille également sur un projet de production d'hydrogène vert, avec

un partenariat prévu avec l'entreprise allemande VNG pour l'exportation de l'hydrogène vers l'Union européenne. L'Algérie dispose d'un potentiel solaire considérable, avec une grande superficie et un ensoleillement important, mais pour réussir sur la scène énergétique internationale, il est essentiel de mettre en œuvre rapidement des programmes énergétiques efficaces sur le terrain.

CNR

«La DRH doit nécessairement interagir dans tous les sens»

«La Caisse nationale des retraites fait face à un déficit en matière de cadre d'orientation stratégique et de mise en valeur de l'apprentissage et le développement de la culture de compétences», affirment Merabti Hassane et Rachedi Akila, de l'université de Tizi-Ouzou. Aujourd'hui, la caisse en question est «encore dominée par des logiques administratives de fonctionnement humain et organisationnel ; cela demeure un handicap dans le fonctionnement de cette dernière, il ne facilite guère la recherche de l'excellence, de la performance et des compétences».

Malgré les efforts immenses investis par les acteurs et managers sur le terrain, « ils demeurent à notre sens insuffisants ». En Sus, les rôles investis par la DRH et l'ensemble des acteurs «ne répandent pas entièrement aux exigences du management et du développement des compétences modernes ». Dans ce sens, la DRH malgré son investissement dans la modernisation de l'activité de la caisse, « se trouve aujourd'hui dominée par des pratiques davantage administratives que managerielles modernes». Affirmant que la CNR «ne cesse de déployer des efforts dans le sens de transfert intergénération-

nel des compétences, mais cela demeure insuffisant », les universitaires indiquent que la DRH « doit nécessairement interagir dans tous les sens, avec l'ensemble des acteurs et managers au sein de l'entreprise ». Aujourd'hui, «ce qui attend le développement des organisations c'est avant tout l'élargissement du champ d'effort de l'ensemble des acteurs et de celui lié à la DRH moderne comme le conducteur du changement vers la culture des talents et du développement de l'esprit du leadership et du sens commun ».

Synthèse R.E.

INTEMPÉRIES

Plusieurs personnes décédées à l’Ouest du pays

Plusieurs personnes sont mortes dans les wilayas de Tlemcen et El Bayadh à la suite des fortes pluies qui se sont abattues la nuit dernière sur l'ouest du pays. Quatre personnes ont péri, dans la nuit de samedi à Dimanche, à Tlemcen, aux environs de minuit passé de 15 minutes, sur la route nationale N°7 au niveau de la commune de Bab al-Assa après que leur véhicule ait été emporté par les eaux de oued eddahlia . « Nos unités dépêchées à la localité de Bab el

Assa ont repêché quatre corps à bord d'un véhicule à l'intérieur duquel se trouvaient deux femmes et deux hommes, emporté par le débordement de oued eddahlia, suites aux pluies torrentielles qui s'étaient abattues hier sur plusieurs wilayas, notamment à l'ouest du pays», indique le capitaine Nassim Bernaoui, de la cellule de communication de la Protection civile. Et d'ajouter, par ailleurs, que les crues des oueds ont fait aussi des ravages à Oran, à Mostaganem et à El Bayadh. Dans cette dernière wilaya, cinq

personnes sont portées disparues dans a nuit. Trois corps ont déjà été retrouvés ce matin, tandis que les recherches se poursuivent pour retrouver les deux autres disparus. « Des opérations de puisement d'eau ont été aussi effectuées à Oran, par les unités de la Protection civile qui ont également dégagé trois véhicules, cernés par la boue à Mostaganem à proximité de la plage El Madarba », précise la même source.

AFFAIRE DE L’ANCIEN MINISTRE DE LA SANTÉ ABDELMALEK BOUDIAF

La Cour d’Alger confirme les peines

La Cour d'appel d'Alger a confirmé, ce dimanche, les peines, prononcées en première instance par le pôle pénal et financier du tribunal de Sidi-Mhamed, contre l'ancien ministre de la Santé, Abdelmalek Boudiaf, ses deux enfants et son épouse ainsi que 18 autres co-inculpés. Le principal ac-

cusé est condamné à 7 ans de prison assortis d'une amende fixée à 4 millions de dinars. Son fils écope de 4 années de réclusion criminelle. Sa fille s'en sort avec 18 mois de prison avec sursis tandis que sa conjointe a été blanchie des accusations portées contre elle. La famille Boudiaf est condamnée, en outre, à verser à la

partie civile (le Trésor public) 10 millions de dinars pour préjudice financier subi. La haute juridiction a levée, néanmoins, le séquestre sur le domicile familial à Batna ainsi que sur la pension de retraite de l'ancien ministre. Les autres coaccusés ont été soit acquittés soit condamnés à la prison (peine maximale 4 ans). Dans

ce dossier de corruption, les chefs d'accusation retenus sont : enrichissement illicite ; blanchiment d'argent ; dissimulation de produit de corruption dans le cadre d'une bande criminelle organisée et octroi d'indu- privilèges à tierce dans le cadre de passation de marchés publics.

Quotidien economique

Les EnjeuxEco

Edité par la SARL Les enjeux Eco Tel: 06 98165554

Gérant Belmihoub Abdelaziz

Directeur de publication Radji Zahir

Siège social 30, Rue Mehdi Ibn Toumert Bologhine Ibn Ziri Alger Siège de la rédaction 03,Rue Ali Boumendjel Square Port Said , Casbah email: lesenjeuxeco@gmail.com ccb : BDL 005 00170000003889 09

Impression Centre : SIA

Distribution Centre: les enjeux Eco

PUBLICITÉ

«Pour votre publicité, s’adresser à : L’Entreprise Nationale de Communication, d’Edition et de Publicité» Agence ANEP 01, avenue Pasteur, Alger Téléphone : 021 73 71 28 / 021 73 76 78 / 021 74 99 81 Fax : 021 73 95 59 E-mail: agence.regie@anep.com.dz Programmation.regie@anep.com.dz

CULTURES STRATÉGIQUES

# Nécessité d'accompagner les entreprises publiques

*Le ministre de l'Agriculture et du Développement rural, Mohamed Abdelhafid Henni, a affirmé la nécessité d'accompagner les entreprises publiques activant dans le domaine des cultures stratégiques et de faciliter leur accès à tous les avantages accordés par l'Etat.*

Par Sirine R

Le ministre s'exprimait lors d'une rencontre de coordination tenue samedi au siège du ministère avec les représentants de l'entreprise Cosider-Agrico, filiale du groupe public Cosider, de l'entreprise Agro-Alimentaire-Activité "3A SPA", filiale du groupe Sonatrach, de la société Global-Agri-Food, filiale du groupe Madar holding et du Groupe Agrodiv, en présence du directeur général de l'Office national des terres agricoles (ONTA), du directeur général de l'Office de développement de l'agriculture industrielle en terres sahariennes (ODAS) et du représentant du Bureau national des études de développement rural (BNEDER). A cette occasion, le ministre a souligné «l'importance d'un accompagnement effectif de ces entreprises pour leur permettre d'exploiter la plus grande partie des surfaces agricoles octroyées, notamment en ce qui concerne l'émission des contrats de concession et des ressources hydriques, et ce en coordination avec tous les secteurs concernés en vue de leur permettre de bénéficier de tous les avantages accordés par l'Etat».

La rencontre s'inscrit dans le cadre du développement de l'agriculture dans les wilayas du sud du pays, «en donnant des orientations et en examinant toutes les voies pour parvenir aux objectifs tracés par le secteur afin d'augmenter la production céréalière et développer les autres filières stratégiques en vue de réduire la facture d'importations». A cet effet, le ministère a consacré «des surfaces importantes pour ces entreprises, vu leur potentiel et expérience dans le domaine agricole, notamment en matière de cultures stratégiques (production de blé, de maïs, de tournesol et de légumineuses)», ajoute la même source. En effet, le gouvernement veut renforcer la sécurité alimentaire du pays, en simplifiant les procédures d'investissement, tout en faisant appel à des groupes publics leaders pour dynamiser davantage le secteur agricole. Ces sociétés ont les moyens financiers et humains pour développer des projets agricoles modernes avec des rendements acceptables. C'est l'objectif principal du gouvernement. Il vise l'augmentation de la production nationale et réduire la facture de l'importation. Chaque an-

née, rappelle-t-on, l'Algérie consacre près de 10 milliards de dollars pour l'approvisionnement du marché national en produit alimentaire, notamment les céréales. De l'avis de beaucoup d'experts, ces groupes publics sont en mesure également de ramener des partenaires étrangers pour s'implanter en Algérie. L'objectif dans le court terme est d'atteindre d'ici à la fin de l'année prochaine un (1) million d'hectares de terres cultivées en céréales dans le sud du pays, avec un rendement attendu de 70 à 80 quintaux à l'hectare. Jusqu'à présent, quelques 400 000 ha de terres ont été attribués à des investisseurs dans les wilayas du Sud et l'opération est toujours en cours. En somme, l'Algérie est en mesure d'atteindre l'autosuffisance en production de céréales en dépit de la limite hydrique. « Nous avons tous les moyens nécessaires pour atteindre cet objectif, qu'il s'agisse de foncier agricole, des ressources hydriques, des semences, des compétences humaines ou des structures organisationnelles à l'instar de l'Office algérien des céréales », avait déclaré le ministre de l'Agriculture.

APPLICATION "NDIF"

## Plus de 6600 requêtes enregistrées depuis début juin

L'Agence nationale des déchets (AND) a enregistré 6.649 requêtes à l'échelle nationale, par son application "Ndif", dédiée à la surveillance et au signalement des points noirs et des décharges sauvages, entre le 1er juin et 28 août 2023, a indiqué Dimanche un communiqué de l'agence. Les données fournies, selon la même source, ont été analysées pour les dix premières wilayas classées selon le nombre de requêtes enregistrées durant cette période, où l'application a été téléchargée 24.086 fois à l'échelle nationale. Les données analysées concernent les wilayas d'Alger, Oran, Blida, Djelfa, Annaba, Mostaganem, Relizane, Mascara, Constantine et Tlemcen. Au niveau d'Alger, l'AND a enregistré 1.131 requêtes, dont 61% concernant des points noirs, et 39% des défauts de collecte, contre 496 requêtes à Oran (72,2% points noirs et 27,6% défauts de collecte). Quant à Blida, 301 requêtes ont été reçues (50,8% points noirs et 49,2% défauts de collecte), tandis que 301 requêtes (57,5% points noirs et 42,5% défauts de collecte) a été enregistré à Djelfa. Annaba enregistre un total de 267 requêtes dont 57,5% concernant des points noirs et 42,5% concernant des défauts de collecte, et à Mostaganem 254 requêtes ont été réceptionnées (8,8% points noirs et 51,2% défauts de collecte). La wilaya de Relizane enregistre 242 requêtes (46,3% points noirs et 53,7% défauts de collecte), contre 218 requêtes à Mascara (50,5% points noirs et 49,5% défauts de collecte). Et au niveau de Constantine, un total de 203 requêtes a été enregistré (70,9% points noirs et 29,1% défauts de collecte), tandis que Tlemcen enregistre 202 requêtes (54% points noirs et 46% défauts de collecte). L'Agence souligne que ces résultats "sont basés uniquement sur les requêtes reçues via l'application Ndif et ne reflètent pas l'ensemble des problématiques de gestion des déchets dans chaque commune", ajoute le communiqué. "Ces données sont un outil précieux pour identifier les zones à problèmes et les améliorations nécessaires qu'il convient de leur apporter", souligne l'Agence. Par ailleurs, le processus de traitement des requêtes, au fur et à mesure de leur enregistrement, "fera l'objet de communication lorsque les différents acteurs se seront adaptés aux mécanismes opérationnels mis en place à cet effet", selon l'AND. A rappeler que le ministère de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire, a lancé l'application mobile "NDIF", Téléchargeable sur "Google Playstore", en coopération avec l'AND.

R E.

AGRICULTURE

## Une philosophie et un mode de vie à l'algérienne

L'agriculture est certes un mode de production qui contribue à la sécurité alimentaire de la population. Mais aussi, l'agriculture a été un refuge pendant la colonisation et est devenue un mode de vie pour les Algériens. Préoccupé par la survie physique et psychique, l'Algérien s'est souvent impliqué, généralement en famille, dans des cultures vivrières multiples, conduites de manière individuelle. L'organisation collective était alors perçue comme une menace par la puissance coloniale qui a donc forcé l'isolement des paysans. Cela a donné forme à une identité qui est proche de celles des nomades du désert. Cette identité était soutenue par les représentations que la religion musulmane enseignait. Avec le temps, il est permis de penser que l'Algérien a développé une personnalité proche de celle des nomades musulmans des temps anciens, notamment ceux de l'Arabie et de l'Asie centrale. Toutefois, manquant d'espace de liberté, parce que ses déplacements étaient contraints, l'Algérien a progressivement développé des rapports fusionnels avec la terre, la production agricole, la nature difficile de son milieu. Le champ et le travail agricole peuvent donc être associés aux che-

mins spirituels et aux représentations philosophiques de la population dans son ensemble. On peut affirmer que pour la plupart des Algériens, l'agriculture suscite une émotion semblable et complémentaire à celle de la philosophie religieuse de l'Islam. Le paysan algérien est, de ce point de vue-là, comparable au paysan russe du début de la première moitié du 20e siècle. C'est sans doute pour cela aussi que les œuvres artistiques importantes pour l'Algérien sont souvent liées à ce mode de vie frugal et profondément philosophique. Les plus grands romanciers algériens ont souvent pris le rapport à la terre, aux animaux et à la nature comme cadre de leurs inspirations. On pourrait dire la même chose de la musique et des œuvres picturales. Terriblement affectés par les vents irrésistibles de la modernité occidentale, les élites algériennes ont eu tendance à s'éloigner de cette histoire fondatrice de la personnalité du pays et de consacrer ainsi la dévalorisation des acteurs clés de notre patrimoine philosophique, les paysans. Cela peut expliquer au moins en partie l'exode des jeunes des zones rurales et la dégradation du milieu dans lequel vivent les paysans. Ce milieu est au-

jourd'hui l'image et le symbole des échecs de l'évolution vers un renouveau national. La pauvreté y est visible et importante. Elle s'accompagne de toutes les autres manifestations de la dégradation sociale, l'isolement et parfois le désespoir. La renaissance de la citoyenneté algérienne et celle du pays commencent donc avec celle d'une agriculture et d'une ruralité à la mesure des rêves de grandeur algérienne. La lutte pour le développement économique et social peut être résumée comme une lutte contre la pauvreté. Nulle part en Algérie, elle n'est plus visible que dans le milieu rural. L'accent sur l'agriculture pourrait être le fer de lance du développement industriel et économique, voire technologique, en général. Ceci a été expérimenté par de nombreux pays où l'agriculture avait des dimensions affectives et idéelles semblables, comme en Chine ou en Asie, en général. Dans la grande expérimentation chinoise, la lutte contre la pauvreté rurale peut être considérée comme l'explication la plus convaincante du dynamisme de l'économie de ce pays. Elle a permis de faire le lien entre toutes les forces disponibles (notamment entreprises et villages ruraux) dans un formidable ef-

fort d'innovation, de créativité, de renouveau d'une société qui paraissait bloquée. En Algérie, la renaissance d'une agriculture innovante, enracinée dans ses meilleures traditions, est le principal mécanisme de la lutte contre la pauvreté. Elle permettra la renaissance du milieu rural en particulier et probablement de l'ensemble de la nation. Ce grand effort ne doit pas être considéré comme une charité vers un secteur qui en a besoin, mais comme un besoin essentiel pour l'émancipation de l'ensemble de la société et le vecteur du développement des autres secteurs. Finalement, il n'est pas exagéré de dire que notre société est troublée. Elle est déséquilibrée par un éloignement peu raisonnable des valeurs traditionnelles. Ce trouble peut être source de divisions et, comme l'ont expérimenté d'autres nations, de crises identitaires qui mènent à la perte de sens et à l'autodestruction. Une action décisive vers des besoins vitaux, comme le développement durable pour la souveraineté et la sécurité alimentaire, serait le chemin vers une société équilibrée, solidaire, fière de ses réalisations et confiante dans ses capacités à construire le futur. **Source : Agriculture DZ 2022**

EDUCATION

Organisation d’un séminaire national de formation

Le séminaire national de formation consacré à l'analyse des résultats de l'évaluation des acquis dans l'enseignement primaire a débuté, dimanche à Alger, dans la perspective d'améliorer les résultats des élèves et de corriger leurs lacunes. Présidant l'ouverture de ce séminaire de trois jours au lycée de mathématiques Mohamed-Mokhbi (Kouba), le ministre de l'Education nationale, Abdelhakim Belaabed, a souligné que la tenue de cette rencontre "compte parmi les principales recommandations de la conférence nationale ayant sanctionné les conférences de wilaya puis les conférences régionales, consacrées à l'analyse de l'examen d'évaluation des acquis du cycle primaire, en tant que première expérience". "Une série de mesures seront prises au titre de l'année scolaire qui débutera prochainement, en vue de revoir le système d'évaluation des examens scolaires nationaux, et ce, en application du programme du président de la République et du plan d'action du Gouvernement", a affirmé le ministre. Et d'ajouter que "le séminaire tend à corriger les lacunes des élèves, en sollicitant l'avis des spécialistes". "A partir de l'année prochaine, a-t-il poursuivi, des améliorations seront apportées à l'examen d'évaluation des acquis, l'objectif étant d'améliorer les résultats des élèves, à la faveur du programme de traitement pédagogique appliqué au niveau de la cinquième année primaire et de la première année de l'enseignement moyen". Pour sa part, l'Inspecteur général du ministère de l'Education nationale, Mustapha Benzemrane, a fait savoir que ce séminaire visait à compléter les résultats de l'évaluation des acquis de l'enseignement primaire à travers l'adoption du traitement pédagogique en tant que mesure permettant de combler les lacunes des élèves et de surmonter les difficultés identifiées chez eux. La rencontre tend également à "former le noyau national pour déterminer les outils sur lesquels repose le traitement pédagogique et les moyens de sa mise en œuvre, notamment en ce qui concerne la formation de l'ensemble des inspecteurs (1.240) à travers les séminaires régionaux prévus du 10 au 14 septembre, en deux sessions au niveau de sept régions". Il s'agit des wilayas de Blida, Tiaret, Alger-centre, Sétif, Constantine, Ouargla et Oran. La première session, prévue les 10 et 11 septembre, portera sur les matières suivantes : langue arabe, éducation islamique, langue amazighe, sciences de la nature et de la vie, histoire-géographie et éducation physique, a-t-il dit. Quant à la deuxième session, prévue du 13 au 17 septembre, elle concernera les matières suivantes : mathématiques, sciences physiques et technologiques et langue française. Elles seront suivies, les 17 et 18 septembre, de rencontres au niveau des wilayas supervisées par les inspecteurs de l'enseignement moyen au profit de l'ensemble des directeurs de collèges et des enseignants du cycle moyen affectés aux classes de première année, outre les conseillers d'orientation scolaire et professionnelle.

TABLETTES POUR ÉCOLES PRIMAIRES

Production de 48 000 unités par ENIE

*L'école en Algérie poursuit sa mue et sa modernisation à travers des réformes entreprises par les pouvoirs publics et dont la plupart seront effectives dès cette rentrée scolaire 2023/2324. Des mesures annoncées, il y a celle de la numérisation des cursus. Dans cette optique, l'Entreprise nationale des Industries Électroniques (ENIE) de Sidi Bel Abbès a produit 48.000 tablettes.*

Par Reda Hadi

Selon des sources de cette entreprise; ces tablettes sont destinées aux établissements d'enseignement en prévision de la prochaine rentrée scolaire, dans le cadre de la convention conclue avec le secteur de l'Éducation Nationale. Selon la PDG de l'entreprise Enie, le ministère de l'Éducation nationale a conclu un accord avec la Société nationale des industries électroniques et la Société publique Alphantron pour la production de 72 000 tablettes pour la prochaine saison académique. Dans ce cadre, 48 000 unités ont été produites. Les efforts ont été récemment redoublés pour produire cette part des tablettes pour les élèves du primaire, puisque des équipes techniques spécialisées ont été recrutées et ont pu produire environ 3.000 tablettes par jour à travers trois lignes de production. Elle a indiqué que 1.418 chargeurs des tablettes ont également été produits, chaque ap-

pareil permettant de charger 36 tablettes, précisant que ces appareils seront répartis entre les différents établissements d'enseignement ayant bénéficié de l'opération.

Les avantages de la numérisation dans l'éducation

Parmi les nombreux avantages de la numérisation dans l'éducation, on peut citer : La facilitation de l'accès aux ressources pédagogiques en ligne pour les élèves et les enseignants, ainsi que la possibilité de suivre des cours en ligne ; Une meilleure communication entre les élèves, les parents et les enseignants grâce à l'utilisation des technologies de l'information et de la communication (TIC) ; L'optimisation de la gestion administrative et pédagogique des établissements scolaires grâce à l'utilisation des logiciels de gestion adaptés. Le développement des compétences numériques des élèves et des enseignants, essentielles dans un monde de plus en plus

connecté et technologiquement avancé ; Les défis à relever pour réussir cette transition. Pour mener à bien ces réformes et assurer une transition efficace vers un système éducatif numérique, plusieurs défis devront être relevés. Il s'agit de former les enseignants aux nouvelles méthodes d'enseignement, notamment en ce qui concerne l'apprentissage de l'anglais et l'utilisation des outils numériques. Investir dans les infrastructures nécessaires pour permettre une connexion Internet de qualité dans tous les établissements scolaires et un accès facilité aux équipements informatiques (ordinateurs, tablettes, etc.). Adapter les programmes scolaires et les méthodes d'évaluation pour prendre en compte l'introduction de l'anglais et la place grandissante du numérique dans l'enseignement. Veiller à réduire la fracture numérique et garantir que tous les élèves puissent bénéficier des mêmes opportunités en matière d'éducation numérique, quelle que soit leur situation socio-économique.

DATE DE LA RENTRÉE SCOLAIRE 2023-2024

Elle sera annoncée incessamment, selon le ministre

Le ministre de l'Education nationale, M. Abdelhakim Belaabed s'est exprimé ce dimanche sur la date de la rentrée scolaire 2023/2024. Le ministre Belaabed qui a effectué une visite d'inspection à travers plusieurs établissements scolaires de la capitale à l'occasion de la rentrée des enseignants, a assuré que des mesures sont mises en place afin de garantir une rentrée réussie pour les élèves et les enseignants. Concernant la date retenue pour la rentrée, le ministre a assuré qu'elle sera annoncée incessamment lors d'une conférence de presse. Dur un autre registre, le ministre a indiqué que plus d'un demi-million d'enseignants avaient regagné, leurs postes ce dimanche pour encadrer plus de 11 millions d'élèves au titre de l'année scolaire 2023/2024. Lors d'une visite au niveau des écoles Abdallah-Houassine à Kouba et Mohamed-Khemisti à Hussein Dey (Alger), à l'occasion du retour des enseignants à leurs postes, M. Belaabed a assuré que "toutes les conditions sont réunies pour que les enseignants reprennent

le travail et que les élèves regagnent les bancs de l'école dans les meilleures conditions". Le ministre a fait état de plus de 11 millions d'élèves inscrits au titre de cette année scolaire, encadrés par plus d'un demi-million d'enseignants, répartis sur quelque 30.000 établissements. A cette occasion, le ministre a appelé la famille pédagogique à se mobiliser afin d'assurer la réussite de l'année scolaire à travers l'engagement, la persévérance et l'efficacité dans l'encadrement des élèves, soulignant que le ministère veillait à réunir tous les moyens pour le bien-être des élèves et des enseignants. M. Belaabed a, par ailleurs, rappelé la place dont jouit l'enseignant dans la société considéré comme un pilier de l'édification de la société. Intervenant ce dimanche à Alger, lors d'une conférence de presse animée en marge du lancement d'un rencontre d'évaluation des acquis pédagogiques, le ministre de l'Education Belaabed, a dévoilé le taux d'admission des demandes de transfert inter-wilayas des enseignants. Selon les chiffres

avancés, 93% des demandes recensées sur la plateforme numérique dédiée à cette opération ont été satisfaites. « Les résultats seront confirmés et nous appelons les enseignants à confirmer leurs informations sur la plateforme numérique » a-t-il déclaré tout en soulignant que la numérisation de cette opération facilitera les transferts inter-wilayas. Par ailleurs et concernant l'examen d'évaluation des acquis pour les élèves de la cinquième année primaire, le ministre a assuré qu'une opération de réévaluation de cet examen est en cours : « Nous avons recensé certaines failles et erreurs dans cet examen pour le passage du cycle primaire au moyen, et nous allons les prendre en charge dans le cadre de l'opération de réévaluation » a-t-il expliqué. M. Belaabed a également annoncé le passage au niveau régional pour 06 centres d'examens à travers le pays : « Nous allons procéder à la formation de 1240 inspecteurs pour le traitement pédagogique » a-t-il souligné.

Synthèse Slimane T

USTHB

Signature de 306 PV d’installation par les nouveaux enseignants

Trois-cent-six (306) nouveaux maîtres-assistants (classe B) titulaires de diplômes de magistère et de doctorat ont signé, dimanche, leurs procès-verbaux (PV) d'installation à l'Université des Sciences et de la Technologie Houari-Boumediene (USTHB) d'Alger. A cette occasion, le recteur de l'USTHB, Djamel Eddine Akretche, a fait savoir que "cette opération intervient en application de la décision du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, concernant le recrutement des titulaires de diplômes de magistère et de doctorat", affirmant que ça contribuera à la promotion de la qualité de l'enseignement dans cet établissement. Et d'ajouter que les "nouveaux enseignants titulaires de diplômes de magistère et de doctorat, non salariés, renforceront le staff de l'université à travers ses neuf (09) facultés, notamment après le départ en retraite de 200 enseignants durant les deux dernières années".

Selon M. Akretche, les nouveaux enseignants "seront formés pour une année, dans divers domaines, par la cellule de formation avant d'être évalués puis titularisés". L'USTHB comprend 55.000 étudiants dans diverses disciplines scientifiques et technologiques, dont 9.500 nouveaux bacheliers. En outre, l'université a formé 6.500 porteurs de master et 4.000 licenciés. Pour rappel, le ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique avait annoncé, récemment, le recrutement de près de 8.000 maîtres-assistants de classe B, titulaires de diplômes de magistère et de doctorat, au niveau des différents établissements universitaires, soulignant que cette démarche visant à éradiquer le chômage chez les porteurs de ces diplômes reflète le grand intérêt que porte l'Etat à cette catégorie.

R N.

# De la dépendance extérieure à la migration

*La Société est une association d'associations. L'individu est lui-même une société, membre de plusieurs sociétés. Il n'y a pas d'association et d'individu libres, mais des individus et des associations stratégiques. Famille et libre association ont tendance à s'exclure dans certaines situations. En fait, la famille est une libre association dont la stratégie de reproduction est particulière. Associations, situations et stratégies se déterminent mutuellement. Toute association est libre dans la mesure où elle peut se composer étant données une situation et une stratégie.*

3<sup>e</sup> partie

Par DERGUINI Arezki (\*)

L'opposition entre famille et « association libre » n'est active que lorsque cette dernière tend à se substituer à la famille, quand elle se révèle plus efficiente socialement. Mais une telle configuration est déterminée par une histoire plus ou moins longue. Dans des sociétés comme la Chine où la famille, urbaine depuis longtemps, a survécu à de nombreuses turbulences politiques et économiques, et s'est révélée comme une instance de renouvellement du système politique, elle s'est acquise une profondeur que ne connaissent pas les anciennes sociétés de subsistance. La famille n'a pas connu les mêmes épreuves ici et là. Dans les sociétés de subsistance où le système de sécurité sociale moderne s'est implanté avec le salariat, il s'est facilement substitué à la solidarité familiale quand il a pu s'étendre suffisamment. Avec la crise du système de sécurité sociale, la famille qui a été fragilisée ne peut faire son travail complémentaire, elle ne peut plus venir en soutien à l'individu. Alors, la société et les familles ne peuvent plus retenir leur jeunesse.

Travailler (contre salaire) pour le marché et compter sur le système de sécurité sociale, tend à rendre caduc l'interdépendance familiale. Non dans le cas où il s'agit d'accumuler dans le temps. C'est avec le sujet de l'accumulation que se pose la question de l'agent de l'accumulation que peut être la famille, que celle-ci se définisse de manière élargie ou restreinte.

Sans système de sécurité sociale, le groupement familial reste le pilier de la solidarité sociale. L'Occident ne comprend pas la Chine qui continue de s'appuyer, bien que devant restreindre sa taille, sur la famille pour l'investissement et la solidarité. C'est la Société qui compte sur la famille et non l'inverse, l'individu sur la Société. Dans la société de subsistance, le marché n'est pas absent, il est marginal. Le producteur produit sa consommation et échange son surplus sur le marché pour en obtenir une consommation dont ne dépend pas sa subsistance. L'existence de producteurs spécialisés (forgerons, boucliers) ne remettait pas en cause cet ordre général où l'on produisait pour soi. La nature du rapport du producteur au marché change, lorsque l'État le contraint à produire plus (impôts et taxes) et que le marché lui offre des moyens de production en mesure de produire davantage. Commence alors son intégration au marché et à la Société. Il s'attachera alors aux promesses du marché et de l'État. Mais faire du producteur un salarié est une autre affaire, il faudra plus pousser à la concentration de la propriété qu'à l'intégration des producteurs dans le marché. La concentration de la propriété est la véritable malédiction qui transforme la bénédiction des ressources naturelles en malédiction.

Dans un type de société moderne, la subsistance de l'individu passe entièrement par le marché et la redistribution étatique. Dès lors que la production est séparée de la consommation, que le producteur doit

produire pour le marché afin d'en obtenir sa consommation, la dépendance de l'individu change, de familiale elle devient sociale et mondiale. L'individu dépendra alors plus ou moins de sa société et du monde. Il dépendra beaucoup du monde et peu de sa société ou peu du monde et beaucoup de sa société, selon que sa consommation, sa subsistance, dépend beaucoup du monde ou de sa société. Lorsque la dépendance au monde est extrême, il quittera sa société pour dépendre d'une autre société. Il ira aux marchandises qui ne viennent plus à lui, nonobstant le fait que la circulation des personnes n'est pas égale à celle des marchandises.

## Association et stratégie

La famille c'est l'indivision, l'indivision au-delà d'une certaine division du travail exigée par la complexité des interdépendances de la vie sociale, au-delà d'une certaine répartition du produit du travail. La libre association peut commencer avec le mariage. La famille en s'incorporant un élément extérieur, introduit une altérité et engage une confrontation avec le monde extérieur. Cette altérité peut s'avérer disjonctive ou conjonctive. Disjonctive, si l'on a une définition restreinte de la famille et si le choix du conjoint ne relève pas d'une stratégie familiale autre que de consommation ; conjonctive, si l'on en a une définition élargie et si le choix du conjoint relève d'un choix stratégique autre que de consommation.

La modernisation avec le mythe de l'individu émancipé de ses dépendances s'est attachée à combattre l'indivision alors qu'il s'agissait de la protéger. L'indivision n'exclut pas la division, la complexification de la machine sociale, au contraire, elle permet à cette dernière de s'étendre sans se rompre.

Si la famille se réduit aux parents immédiats, si les rapports d'autorité familiaux ne correspondent plus aux rapports d'interdépendance sociaux, ce décalage peut conduire à une dissociation familiale.

Dans ce cas, l'appartenance ou la non-appartenance du conjoint au milieu de l'individu n'a pas d'importance. Avoir des enfants alors ne consiste en général qu'à consolider le couple comme unité de consommation et non à pérenniser la famille. La famille s'identifie alors à une libre association de consommateurs, tendue par une stratégie de consommateurs. Une consommation collective perdure par les avantages qu'elle procure par rapport à la consommation individuelle, lorsque les biens durables, le logement en particulier, sont inaccessibles pour chaque individu.

Si la stratégie familiale est identifiée à celle d'une entreprise, la préférence pour l'investissement sur la consommation est décisive. Il faut plus de ressources pour l'investissement, de l'épargne ; la non-transformation de l'épargne individuelle en investissement collectif met en cause la stratégie d'investissement. La libre association est ici association de ressources en vue d'investir et d'entretenir une entreprise. L'entreprise familiale peut employer ses membres et verser salaire sur les revenus de l'entreprise. Les membres de la famille seraient comme les actionnaires et les employés. Dans un deuxième temps, ils pourraient être seulement des actionnaires, leurs profils ne correspondant plus à ceux exigés par l'entreprise. Dans un troisième temps, ils pourraient être des actionnaires seulement intéressés par le rapport financier de leurs actions et non plus par la pérennité de l'entreprise familiale et ses rapports. L'indivision familiale prend fin, la famille cède la place à l'individu, à l'intérêt personnel. Comment un individu qui ne peut préserver une solidarité familiale, peut-il préserver une unité nationale ? On avait répondu : la foi dans une idéologie ; on dira aujourd'hui dans une mythologie. La première a fini par se désincerner, la seconde finira par se découvrir.

(\*) Enseignant chercheur en retraite, Faculté des Sciences économiques, Université Ferhat Abbas Sétif ancien député du Front des Forces Socialistes (2012-2017), Béjaïa.  
(à Suivre)

## IRRIGATION AGRICOLE À NAÂMA

**Plus de 160 autorisations de fonçage de puits depuis le début de l'année**

Plus de 164 autorisations de fonçage de puits destinés à l'irrigation des terres agricoles dans la wilaya de Naama, ont été octroyées depuis le début de l'année en cours, a-t-on appris auprès de la direction des ressources en eau.

Ces autorisations ont été accordées par le guichet unique après traitement des demandes pour l'octroi de permis de fonçage de puits aux agriculteurs dans la période allant de janvier à la fin de juin dernier, a indiqué la directrice des ressources en eau, Hafsi El Kaïma. Ainsi, le nombre de ces permis accordés aux agriculteurs dans la wilaya s'est élevé, depuis 2020 jusqu'à présent, à 1.570, notamment pour ceux qui disposent de documents légaux pour l'exploitation de terres agricoles, sur un total de 3.059 demandes traitées au niveau du guichet unique, selon la même source.

## CONSTANTINE

**Ouverture de 14 points de vente du livre scolaire**

La direction de l'Education de la wilaya de Constantine a ouvert quatorze (14) points de vente du livre scolaire pour contribuer au bon déroulement de la rentrée scolaire 2023-2024, a-t-on appris des services de la wilaya. Les quatorze points de vente du manuel scolaire ont été ouverts à travers toutes les communes de la wilaya et à la circonscription administrative Ali Mendjeli également, a fait savoir la même source, qui a mis l'accent sur l'importance de l'initiative dans la réduction de la pression sur les deux centres relevant de l'Office national des publications scolaires (ONPS) de la cité Boussouf et El Khroub où l'opération de vente du livre scolaire s'effectuait habituellement.

La direction locale de l'éducation de concert avec la direction du commerce et de la promotion des exportations a mis en place un pavillon dédié à la vente du manuel scolaire à l'exposition régionale des fournitures scolaires ouverte au palais de la culture Mohamed Laid Al Khalifa, au centre-ville de Constantine depuis le 20 août dernier, a ajouté la même source. Dans le cadre des mesures prises localement pour assurer la disponibilité du livre scolaire au profit de tous les élèves des trois paliers scolaires (primaire, moyen et secondaire), la direction de l'éducation a conclu une convention avec 37 librairies privées qui proposent le livre scolaire, selon les services de la wilaya. Toutes ces mesures, a ajouté la même source, s'inscrivent dans le cadre des efforts déployés par la tutelle portant élargissement des points de vente du livre scolaire en vue d'assurer le bon déroulement de la prochaine rentrée scolaire, a encore ajouté la même source.

## FOIRE DES FOURNITURES SCOLAIRES À BLIDA

**Une trentaine d'exposants attendus**

Une trentaine d'exposants, entre producteurs, importateurs et grossistes, prendront part dimanche prochain à la foire des fournitures scolaires, prévue aux abords du stade « Mustapha Tchaker » de la ville de Blida, a-t-on appris, auprès de la direction locale du commerce et de la promotion des exportations.



« **A** ce jour, 30 exposants ont confirmé leur participation à cette foire annuelle organisée en coordination avec plusieurs secteurs et organismes concernés, dont l'éducation nationale et le Club des entrepreneurs et industriels de la Mitidja (CEIMI) », a indiqué le directeur du secteur, Ahmed Guemri. Il a souligné que de nombreux exposants « se sont engagés à appliquer les mêmes prix que ceux de l'année dernière », qualifiant cette foire de « marché de la solidarité » ou seront disponibles des fournitures scolaires et des vêtements « de qualité, en quantités suffisantes et à des prix plus bas que ceux pratiqués actuellement par les commerces ». Le directeur a précisé, à ce propos, que cette foire permettra une vente directe au consommateur, sans intermédiaires. «

Les articles qui seront proposés à la vente seront fournis directement par des producteurs ou des importateurs et grossistes au consommateur », a-t-il précisé. M. Guemri a également évoqué la possibilité de « prolonger cette foire jusqu'à octobre prochain afin de permettre aux parents d'acquérir les articles scolaires et vêtements dont auront besoin leurs enfants, et en toute tranquillité ».

Parallèlement à cet événement, les autorités locales s'attellent aux derniers préparatifs en prévision de la prochaine rentrée à travers, entre autres, l'équipement des nouveaux établissements scolaires et classes d'extension, attendus à la mise en service durant cette nouvelle année scolaire. Selon les services de la wilaya, il s'agit de 17 groupes scolaires, trois CEM et un lycée, en plus de cinq

(5) cantines scolaires et un demi-pensionnat. Ces nouvelles structures assureront plus de 5.600 places pédagogiques dans le cycle primaire et près de 3.500 autres dans les cycles moyen et secondaire, parallèlement à 1.000 repas dans le cycle primaire et 300 repas dans le moyen. D'autres préparatifs sont en cours pour la prise en charge des différentes prestations scolaires liées au transport, la restauration, le chauffage et la solidarité scolaire. Près de 80.000 élèves de la wilaya bénéficieront, à ce titre, de repas gratuits au niveau de 194 cantines scolaires, tandis que 18.506 autres élèves (tous cycles confondus) bénéficieront du transport scolaire, grâce à la mise à disposition de 232 bus scolaires couvrant 181 lignes, selon les mêmes chiffres fournis par la wilaya.

## LUTTE CONTRE LES FEUX DE FORÊT À AÏN DEFLA

**Des projets d'aménagement et d'ouverture de tranchées pare-feu lancés**

Plusieurs projets d'ouverture et d'aménagement d'une superficie de plus de 130 hectares de tranchées pare-feu ont été récemment lancés à travers les forêts de la wilaya d'Ain Defla, a-t-on appris auprès de la Conservation des forêts. Des projets d'ouverture et d'aménagement d'une superficie de 138 hectares de tranchées pare-feu ont été lancés ces derniers à travers les forêts domaniales relevant plusieurs communes de la wilaya d'Ain Defla, dans le cadre de la lutte contre les feux de forêt, a indiqué à l'APS le chargé de communication à la conservation des forêts, Hamrani Abderrahmane, soulignant qu'un montant de plus de 16,1 millions DA a été mobilisé pour concrétiser ces opérations. Pour ce qui est des travaux d'ouverture de nouvelles tran-

chées pare-feu entamés, M. Hamrani a affirmé que la superficie était de 88 hectares, dont 50 ha de tranchée à réaliser au niveau de la forêt domaniale Oued El Kébir dans la commune de Tacheta Zougagha et deux autres tranchées de 32 ha et de 6 ha dans la forêt de Hangouf et d'Oued El Khemis relevant de la commune de Ain Bouyahia.

Quant à l'aménagement des tranchées, le chargé de communication a ajouté que les travaux concernent une superficie de 50 hectares, dont 45 ha dans la forêt domaniale de Matmata dans la commune Tarek Ibn Ziad et 5 ha dans la forêt de Massine à Bordj Emir Khaled, dans le sud de la wilaya. Un poste de vigie est également en cours d'aménagement à Tacheta Zougagha, a-t-il souligné.

Le même responsable a fait savoir que plusieurs projets s'inscrivent dans le cadre de la lutte préventive contre les incendies de forêt sont en cours d'attribution, à savoir les travaux d'aménagement et d'ouverture de 162 kms de pistes forestières, construction d'un poste de vigie dans la forêt de Zaccar à Miliana et des travaux sylvicoles sur une superficie de 430 hectares. Par ailleurs, 13 foyers d'incendies de forêt ont été enregistrés à Ain Defla depuis le début de l'été et ont ravagé une superficie de plus de 75 hectares de l'espace forestiers à travers 10 communes, a-t-il noté, ajoutant qu'à la même période de l'année 2022, 18 foyers de feux de forêt ont été recensés et plus de 101 hectares de forêts consumés dans la wilaya.

# Pourquoi l'Union africaine doit intégrer le G20

*L'admission de l'Union africaine (UA) au sein du G20 semble de plus en plus probable, à l'heure où de plus en plus de voix la réclament. Bon nombre des membres les plus éminents du groupe, dont les Etats-Unis, la Chine, le Japon, l'Allemagne et la France, ont approuvé cette adhésion, que le Premier ministre indien, Narendra Modi, souhaite mettre sur la table lors du prochain sommet du G20.*

Le président sénégalais, Macky Sall, champion de cette cause lors de son récent mandat à la présidence de l'UA, a souligné que cette initiative se fait attendre depuis longtemps, compte tenu du poids économique et démographique du continent. En devenant membres à part entière, les dirigeants africains peuvent contribuer à concevoir un système financier mondial plus équitable et plus dans l'intérêt de tous. Il faudra de nouveaux efforts de sensibilisation de l'opinion pour obtenir ce siège, mais il est temps pour l'UA de mettre au point une stratégie en vue de récolter les bénéfices potentiels de l'adhésion. Une telle stratégie doit reposer sur quatre piliers. Tout d'abord, l'UA doit sélectionner soigneusement ses représentants au G20. Bien que le président en exercice puisse être le choix évident pour assister au sommet des dirigeants, un tel choix ne semble pas recommandé dans les circonstances actuelles. Une idée qui mérite d'être explorée consiste à choisir soit le président de la Commission de l'UA, qui supervise les activités quotidiennes de l'Union, soit un ancien chef d'Etat représentant l'UA au sommet des dirigeants pour un mandat pluriannuel. De toute évidence, un dirigeant fort de l'UA au sommet du G20 n'est pas une

panacée. Une représentation adéquate aux réunions des ministres, des gouverneurs des banques centrales et des groupes de travail techniques convoqués par la piste Finance et la piste Sherpa du G20 est tout aussi importante.

### Un programme clair

Deuxièmement, les représentants de l'UA ne peuvent être efficaces que si les décideurs africains élaborent et avancent des positions communes sur les questions économiques mondiales. Alors que l'UA réussit à façonner les vues africaines sur les questions diplomatiques, les opinions sur la politique économique ont tendance à être fragmentées. Les dirigeants de quelques pays africains sont francs sur ces questions, mais le continent devra parler d'une seule voix s'il espère influencer la prise de décision du G20. Troisièmement, l'UA aura besoin d'un programme clair pour réformer l'architecture financière mondiale. Dans un contexte de crises interconnectées liées au changement climatique, à l'insécurité alimentaire et énergétique, aux urgences de santé publique et aux conflits, le continent est confronté à d'importants déficits de financement.

Le système financier international ne couvre actuellement qu'une faible part des besoins de développement durable de l'Afrique, qui sont estimés à 1,3 billion de dollars par an jusqu'en 2030. Pourtant entre 2016 et 2019, le continent n'a reçu que 3 % des flux mondiaux de financement climatique bien en deçà des nécessaires pour mettre en oeuvre au niveau national dans le cadre de l'accord de Paris sur le climat. La dynamique politique en faveur d'une refonte du système se développe, mais se contenter de joindre des appels à la réforme risque de ne pas suffire. Pour opérer un changement, l'UA doit disposer d'un plan global autour duquel elle peut rallier ses partenaires. Enfin, la constitution de coalitions avec d'autres membres du G20 sera essentielle pour que l'UA maximise son influence sur le processus d'élaboration des politiques du groupe. Ces partenariats devraient être étendus au-delà des gouvernements et de l'Union européenne à tous les acteurs du G20 participant au forum. L'UA devra s'engager auprès des groupes et partenaires de développement sur le continent et solliciter leurs contributions et leurs commentaires sur son programme du G20. Les institutions panafricaines, les organisations multilatérales et autres entités non

gouvernementales peuvent offrir un soutien précieux qui ne doit pas être gaspillé. L'adhésion au G20 permettra à l'UA d'élaborer un programme de développement mondial mieux conforme à son propre « Programme 2063 » et de mobiliser des financements extérieurs pour l'adaptation au changement climatique, à la transition énergétique et au développement des infrastructures. Mais à une époque de compétition entre grandes puissances, l'UA ne devrait pas compter uniquement sur la coopération multilatérale. L'UA et ses Etats membres doivent se préparer de toute urgence au siège permanent du G20 qui est de plus en plus susceptible de lui être offert. Mais ils doivent à présent jeter les bases nécessaires pour produire les résultats escomptés sur le plan politique et sur le plan du développement. Ibrahim Assane Mayaki est PDG de l'Agence de développement de l'Union africaine et envoyé spécial de l'Union africaine pour les systèmes alimentaires. Daouda Sembene est ancien directeur exécutif du Fonds monétaire international et conseiller économique principal du président du Sénégal.

*Ce texte est publié en partenariat avec Project Syndicate*  
**Source: Les Echos**

## Quand l'industrie chinoise s'attaque aux points forts de l'Allemagne

L'industrie chinoise de biens à valeur ajoutée grignote des parts de marché en Europe au détriment de l'Allemagne. C'est la grande peur des Allemands : que leur industrie soit petit à petit dépassée par celle de la Chine. Or, cette crainte est loin d'être irrationnelle. Doucement mais sûrement, la Chine monte en effet en gamme et ceci au détriment de l'industrie allemande, focalisée sur des produits à haute valeur ajoutée. C'est ce que montre une étude de l'Institut allemand d'économie, basé à Cologne. Ainsi, les produits industriels sophistiqués, comme les équipements électriques et informatiques, les voitures, les machines-outils ou les produits chimiques, ne cessent de voir leur part augmenter dans les importations de l'UE en provenance de l'empire du Milieu. Selon Jürgen Matthes, l'auteur de cette étude, cette proportion est passée de 51,4 % en 2000 à 72,6 % en 2022. Le problème, c'est que l'Allemagne fait désormais sensiblement moins bien en la matière sur le marché européen. Seules 61 % des importations européennes en provenance d'Allemagne

concernent des produits industriels à haute valeur ajoutée. Pire, après une période de stabilité dans les années 2010, l'écart s'est creusé depuis 2020. Une accélération probablement liée au plan de développement industriel « Made in China 2025 », élaboré en 2015 par Pékin. Autres chiffres parlants, en 2015, seuls 8,9 % des biens sophistiqués importés par l'UE provenaient de Chine alors qu'en 2022, ils en représentaient 13 %. Parallèlement, la part des achats européens de biens à haute valeur ajoutée venant d'Allemagne a chuté de 17,1 % à 15,5 % au cours de la même période. Clairement, les exportations chinoises visent de plus en plus les secteurs industriels d'excellence allemande. Les points forts de notre voisin sont frontalement attaqués.

### Un mouvement « très inquiétant »

Bien sûr, l'économie allemande est beaucoup plus présente sur le marché européen que l'économie chinoise. C'est ainsi le cas pour les voitures et les pièces détachées, de même que pour les machines outils ou les produits pharma-

ceutiques. Mais dans les équipements électriques, par exemple, la Chine a vu en 2020 sa part dans les importations de l'UE dépasser celle de l'économie allemande. Et alors qu'en 2020, l'empire du Milieu ne devançait l'Allemagne que d'un point, la part de marché de Pékin était de 8 points supérieure à celle de Berlin l'an dernier. La tendance est la même pour les machines, un des points forts de l'industrie allemande, et où son avance se réduit, passant de 15 à 9 points entre 2015 et 2022. Un mouvement jugé « très inquiétant » par Jürgen Matthes, car « il prouve que les avantages compétitifs allemands sont sous forte pression chinoise au moment où la digitalisation et la transition écologique de l'industrie poussent à un renouvellement des machines ».

### Une concurrence jugée déloyale

Mais c'est surtout le phénomène de décrochage qui interroge. Dans plusieurs types de produits comme les produits chimiques, métallurgiques, les appareils informatiques ou les équipements élec-

triques, la part allemande a presque autant diminué entre 2020 et 2022 qu'au cours des dix années précédentes. Pour les machines, la baisse a même été plus forte que durant les deux premières décennies du troisième millénaire. Un constat inquiétant au vu des problèmes de compétitivité de l'Allemagne et de la transition énergétique à mener. Il n'est pas certain que l'industrie chimique, très gourmande en énergie, soit en mesure de défendre ses succès à l'exportation, avec des coûts énergétiques aussi élevés qu'aujourd'hui. Et les exportations automobiles, un pilier important des succès allemands, subissent de plein fouet la concurrence chinoise. Partie plus tôt dans les véhicules électriques, la Chine veut conquérir le marché européen. Une concurrence jugée déloyale. « Le financement des groupes chinois par des banques d'Etat et les subventions publiques, dont ils profitent pour baisser les prix, devraient pousser l'EU à ouvrir le débat sur la mise en place de mesures pour protéger l'industrie européenne », juge Jürgen Matthes.

**Agence**

ZONE MENA

Les startups ont levé plus de 76 millions de dollars

Les start-ups de la région Moyen-Orient et Afrique du Nord (MENA) continuent de susciter un fort intérêt auprès des investisseurs, témoignant ainsi d'une vitalité soutenue de l'activité entrepreneuriale. En août 2023, les start-ups de la région MENA ont levé plus de 76 millions de dollars à travers 18 opérations, ce qui constitue une performance non négligeable par rapport à la région au sens plus large du Moyen-Orient, de l'Afrique et du Pakistan, qui a réuni 139 millions de dollars dans le cadre de 46 opérations au cours de la même période, selon la société de recherche de données sur le capital-risque MAGNITT. À noter que sur les trois sorties d'entreprises enregistrées au Moyen-Orient, en Afrique et au Pakistan en août, deux d'entre elles provenaient de la région MENA, ce qui met en évidence le rôle de plus en plus important que cette région joue dans l'écosystème mondial des start-ups. Cependant, ces chiffres prometteurs surviennent après un premier semestre 2023 difficile. Au cours du premier semestre de 2023, les startups de la région ont réussi à attirer 1,1 milliard de dollars de capitaux à travers 193 opérations, ce qui représente une baisse de 41 % en glissement annuel. Néanmoins, cette baisse est nettement meilleure que la baisse moyenne de 52 % du financement mondial. Alors que les opérations dans la zone MENA ont diminué de 49 %, cette baisse a été plus prononcée que celle de 25 % enregistrée pour les opérations. Le rapport examine également les performances sectorielles, révélant qu'en dépit d'une baisse de 51 % en glissement annuel du nombre d'opérations, le secteur de la fintech continue de dominer. Le commerce électronique et la vente au détail ont suivi, stimulés par d'importants investissements en Arabie saoudite dans les sociétés Nana et Floward, qui ont représenté 80 % du financement total du secteur au cours du premier semestre de l'année. En revanche, le secteur des transports et de la logistique a rencontré d'importants défis, avec une réduction de près de 90 % des financements et une réduction de moitié du nombre d'opérations par rapport au premier semestre de 2022. Dans l'ensemble, l'écosystème des startups de la région MENA démontre une résilience et un potentiel prometteurs, en particulier dans les secteurs de la fintech et du commerce électronique. Les deux sorties notables du mois d'août sont des indicateurs optimistes pour l'avenir du paysage des investissements dans la région.

Engagement du fonds Jada de la PIF envers le fonds Aliph Capital pour le CCG

Les petites et moyennes entreprises en Arabie saoudite sont sur le point de bénéficier d'un coup de pouce important, car Jada Fund of Funds Co., une entreprise détenue par le Fonds d'investissement public, annonce son engagement fort dans le fonds Aliph Fund I d'Aliph Capital, axé sur le Conseil de coopération du Golfe (CCG). Cette démarche dénote la volonté de Jada de réaliser des investissements stratégiques et pérennes, en utilisant des capitaux privés et du capital-risque comme leviers.

MADE IN QATAR

Un symbole de qualité pour ces entreprises qui façonnent l'avenir économique du pays

*Qatar 365 met en lumière l'importance du marquage d'origine "Made in Qatar" pour les entreprises, petites et grandes, qu'elles soient familiale ou appartenant à des conglomérats mondiaux. Comment ces entreprises ont réussi à faire parler d'elles, tant sur le territoire qatari qu'à l'étranger ?*

L'une des entreprises phares dans cette quête de l'excellence industrielle est Suhail Industries, un conglomérat manufacturier majeur spécialisé dans la production de métaux transformés, de plastiques et d'acier. Fondée en 2012 en tant qu'usine de recyclage de batteries, l'entreprise qatarie Industries a depuis évolué pour devenir un acteur clé dans le secteur de l'ingénierie et de la fonderie. Avec pas moins de 15 usines opérant dans différents domaines, l'entreprise se positionne comme un véritable moteur propulsant le Qatar au rang de géant de l'industrie.

"Made in Qatar" : le sceau de qualité et de durabilité

Chez Suhail Industries, chaque produit porte fièrement le marquage d'origine "Made in Qatar". Avant de quitter l'usine,

les tuyaux industriels, minutieusement contrôlés, sont ainsi étiquetés avec ce sceau de qualité, garantissant leur origine et leur conformité aux normes élevées du pays. Suhail Industries garantit que ses produits répondent aux normes strictes du "Made in Qatar" Euronews. L'une des installations les plus récentes et innovantes de Suhail Industries, Housing Suhail Engineering Industries, se distingue par son caractère high-tech et durable. Sur un vaste site de plus de 13 000 m², cette usine ultramoderne abrite près de 60 machines industrielles, dans un environnement respectueux de l'environnement et agréable pour les employés. Omar Ziad Atiyeh, directeur de Suhail Engineering Industries, explique : "Notre principal objectif était d'avoir une usine ultramoderne et respectueuse de l'environnement, avec un impact minimal : en

gros, tous les déchets susceptibles d'affecter l'environnement doivent être traités correctement, et l'atmosphère doit être bonne pour les employés. Nous avons donc utilisé des méthodes japonaises, en plantant des arbres dans les usines, ce qui apporte une atmosphère agréable pour tous les travailleurs de l'usine".

La quête du marché international

Grâce à la qualité de leurs produits et à leur approche durable, Suhail Industries a réussi à conquérir le marché international, qui représente aujourd'hui plus de la moitié de sa clientèle. Chaque semaine, en moyenne, 15 conteneurs d'équipements industriels quittent l'usine pour être exportés dans le monde entier. Dix de ces conteneurs sont destinés au marché américain, et les cinq autres sont répartis entre la Chine, l'Europe et la Corée du Sud.

ÉGYPTE

SDX signe un protocole d'accord en vue de se délester de tous ses actifs pétrogaziers

En juin, SDX a annoncé son intention de vendre son portefeuille d'actifs en Égypte. Jusque-là, la compagnie n'a pas précisé les identités des potentiels acquéreurs qui se sont manifesté encore moins le montant de la transaction envisagée. La compagnie pétrogazière britannique SDX Energy devrait céder l'ensemble du portefeuille d'actifs qu'elle détient en Égypte. Mercredi 30 août, la compagnie a annoncé avoir signé un mémorandum d'accord non contraignant à cet effet, avec une multinationale dont elle n'a pas révélé l'identité. Jusqu'ici, SDX n'envisageait de se séparer que de 33 % des 55 % de sa participation

directe dans la concession gazière de South Disouq. Il semble que le changement de l'équipe dirigeante de la compagnie a modifié le plan initialement prévu. De ce fait, la compagnie ne cible désormais plus la cession d'une partie de ses intérêts sur place, mais la totalité de ces derniers. Le projet de cession intègre également la concession West Gharib sur laquelle SDX détient une participation directe non exploitée de 50 %. À travers cette cession, dont la finalisation devrait se faire d'ici la fin du quatrième trimestre 2023, sous réserve des approbations gouvernementales, entre autres, SDX veut miser sur la diversification de ses activités. Ceci, en s'orientant

vers le secteur de la transition énergétique au Maroc, jugé à plus fort potentiel. « La vente prévue des actifs égyptiens de SDX constituera une étape importante de la feuille de route de transition de la société que nous présenterons bientôt à nos actionnaires. SDX, relancée par une nouvelle direction, se concentrera sur la monétisation d'opportunités passionnantes autour de ses actifs marocains et d'études sectorielles liées à la transition énergétique, afin de soutenir une croissance du capital envers nos actionnaires à court terme », a notamment déclaré Daniel Gould, le nouveau directeur général de SDX.

TUNISIE

Pour une adaptation aux changements climatiques

Jamais enregistrés. Dans plusieurs régions et villes, le thermomètre a grimpé dépassant, parfois, les cinquante degrés. Or, il semble qu'il s'agit, désormais, d'un phénomène qui va s'installer dans la durée dans notre pays, avec une période de sécheresse assez longue, s'étalant sur six ou sept ans, ce qui nécessite, selon les climatologues, la mise en place d'une stratégie efficace et à long terme pour réduire les aléas qui peuvent en découler. Il faut dire que nombreux

sont les secteurs qui pâtissent de ces grandes chaleurs. On citera l'agriculture, les eaux et l'énergie qui subissent, déjà, les pires retombées, avec une raréfaction des produits, l'épuisement des nappes phréatiques et une pression accrue sur les sources d'énergie. D'ailleurs, nous en constatons, depuis quelques années déjà, les effets nocifs avec une baisse des récoltes céréalières générant une recrudescence des besoins du pays à près de 30 millions de tonnes. D'où

l'obligation pour la Tunisie d'opter pour un partenariat concerté avec le plus grand nombre de pays. Outre ces interventions à l'échelle multilatérale, le pouvoir est tenu de mettre en place un plan qui s'appuie sur des actions concrètes dont, notamment, les projets visant la réduction des émissions de gaz à effet de serre (GES). Sachant que si on mettait les moyens, on parviendrait à une baisse additionnelle de l'ordre de 28%, soit une réduction totale de l'intensité

carbone de 41 %, et ce, sur la période allant de 2015 à 2030. La Tunisie se trouve en plein milieu de ces problématiques qui n'épargnent, d'ailleurs, aucune région de la planète et aucun pays. Les pouvoirs publics impliquant l'autorité politique mais encore l'équipement, les énergies, l'agriculture devraient tous s'engager pour une cause commune, assurer une transition énergétique réussie et la mise en place de mesures d'adaptation dans les secteurs clés.

FINTECH

# Le boom continu

Véritable phénomène panafricain, les fintech poursuivent leur ascension. Les créations se multiplient, les activités et les levées de fonds aussi, selon une nouvelle étude. Au cours des huit dernières années, elles ont levé trois fois plus de fonds que toute autre entité au sein de l'univers startup en Afrique. Les détails.

Ces deux dernières années, le secteur des fintech n'a cessé de prendre du terrain. Le continent compte au moins 678 sociétés de technologies financières basées dans 25 pays, soit une hausse de 17,7% comparé à 2021, révèle le cabinet Disrupt Africa dans la quatrième édition de son rapport biannuel Finnovating for Africa: Reimagining the African Financial Services Landscape, une sorte de plongée dans l'écosystème des fintech africaines dont les résultats sont fraîchement publiés. C'est un boom continue que connaît le secteur depuis plusieurs années, avec de nombreuses créations, mais aussi le développement de ces entités devenues clés dans la sphère Tech. « La fintech africaine est à son apogée, faisant progresser le l'inclusion financière et alimenter la révolution commerciale en cours sur le continent », estiment Tom Jackson et Gabriella Mulligan, cofondateur de Disrupt Africa qui ont conduit cette étude depuis 2017.

Le Nigeria, au sommet de la pyramide

Longtemps restée la référence sur le segment des fintech, l'Afrique du Sud s'est faite détrônée. Avec ses 270 entités, le Nigeria est désormais le marché qui abrite le plus de fintech en Afrique, suivi du pays de Nelson Mandela (140 entreprises) et du Kenya (102 entreprises). A eux seuls, ce trio de tête abrite 67,7% des startups de technologies financières africaines. En termes

d'évolution, l'Egypte (+66,7%) et le Nigeria (+50%) sont les deux pays africains qui ont connu le plus de création de fintechs au cours de ces deux dernières années. Les experts ont identifié, en outre, l'émergence de trois nouveaux marchés : le Burkina Faso, le Lesotho et la Namibie.

2,7 milliards de dollars levés en deux ans

Les levées de fonds sont tout aussi éloquentes. Les fintech africaines ont levé plus 2,7 milliards de dollars au cours des 24 derniers mois, soit presque le double des fonds de levés sur la période 2019-2021. En étendant la période d'analyse, les auteurs du rapport se sont rendus compte que 540 fintech de 25 pays ont levé près de 3,64 milliards de dollars depuis 2015. « C'est trois fois plus que tout autre secteur [de l'écosystème numérique, NDLR] », soulignent-ils. Là encore, le Nigeria se distingue, car 41,6% de ces fonds ont été levés par des fintech basées au pays d'Aliko Dangote.

« La fintech africaine a atteint la maturité »

Dans l'univers africain des startups technologiques, les fintech sont les entités qui se font le plus incubées. Sur 678 sociétés répertoriées, 315 - soit 46,5% - ont bénéficié de divers programmes d'accélération. « Aucun autre secteur vertical de

l'écosystème technologique passionnant de l'Afrique n'est soumis à plus d'accélération ou d'incubation que la fintech », commentent les auteurs du rapport. De plus, elles sont également prisées pour les fusion-acquisitions, lesquelles ont grimpé de 270% au cours des deux dernières années. Outre l'Afrique du Sud et le Nigeria, de telles opérations ont été menées sur la période au Maroc, en Côte d'Ivoire, en Egypte, au Kenya, au Rwanda, en Zambie et en Tunisie. « Lorsque nous avons publié la version inaugurale de Finnovating for Africa il y a six ans, la fintech émergeait tout juste comme un secteur leader au sein de l'écosystème plus large des startups technologiques africaines. Au cours des années 2019 et 2021, il y a eu une évolution sérieuse, et depuis 2021, en termes d'activité, de financement, d'activité de fusions et acquisitions, elle a véritablement atteint sa maturité », explique Tom Jackson et Gabriella Mulligan. Pour eux, le succès des fintech africaines émane de leur capacité à fournir « une grande variété de solutions qui concurrencent les opérateurs historiques établis ou aident ces derniers à devenir plus agiles et efficaces ». Mais en plus, soulignent-ils, la singularité des fintechs africaines comparées à celles des marchés développés - consistant à fournir souvent un accès aux services financiers aux nombreuses personnes non bancarisées - constitue un atout majeur de leur succès auprès des consommateurs et des investisseurs.

GABON

## Le général Oligui annonce ses premières mesures économiques devant un patronat enthousiaste

Lors d'une rencontre avec le patronat, le général Brice Clotaire Oligui Nguema, à la tête de la transition militaire gabonaise, s'est engagé à résoudre 4 des 13 défis soumis par les entrepreneurs. Le processus de réalisation de ces engagements reste à préciser, mais en attendant le patronat a applaudi les annonces faites. Lors de sa première rencontre publique avec le secteur privé, le général Brice Clotaire Oligui Nguema, qui préside la transition au Gabon suite au coup de force du 30 août dernier, a affirmé son engagement à résoudre en priorité 4 des 13 défis qui lui ont été soumis par le patronat. Il s'agit de la privatisation de la gestion des deux caisses de prévoyance sociale

(CNSS et CNGAMS), le renforcement de l'intégrité dans les procédures budgétaires et comptables, le remboursement de la dette intérieure et le recours systématique au système bancaire pour financer les projets. Les images de la rencontre ont montré des représentants du patronat debout, et applaudissant ces différentes annonces. Toutefois, il reste à déterminer si les propositions retenues étaient les plus pertinentes pour les chefs d'entreprise du Gabon. Par exemple, le remboursement de la dette intérieure est un processus déjà en cours. Dans une analyse publiée le 4 août par l'agence de notation Fitch Ratings, il était indiqué que le gouvernement était sur le point de

réduire la dette publique intérieure de 64,7% du Produit Intérieur Brut en 2021 à 55,7% fin 2023. La transition suggère que les remboursements se poursuivront, mais elle a laissé entendre qu'ils ne bénéficieront qu'aux créanciers légitimes suite à des vérifications. La privatisation des institutions de prévoyance sociale est une demande du patronat gabonais d'autant de plus de deux ans, et son principe avait été accepté par le précédent pouvoir. Le début du processus était prévu après le 31 juillet, date de fin de l'administration provisoire de la CNSS et de la CNGAMS. Les détails de ce processus restent cependant à être définis. Dans une interview accordée à la chaîne Gabon 24 en juin 2022,

Patrick Ossi, alors à la tête de la CNSS, avait évoqué des problèmes allant d'une gestion peu transparente à des défis structurels comme le non-paiement des cotisations par les entreprises, tant publiques que privées. La gestion du passif généré par ces deux problèmes influencera la décision finale des acquéreurs privés. Quant au recours systématique au secteur bancaire pour financer les projets d'infrastructure, l'initiative semble ambitieuse. Comme pour le secteur bancaire de la CEMAC, la capacité des banques commerciales à soutenir de telles initiatives est limitée par les réglementations, qui n'offrent pas la flexibilité nécessaire pour investir dans des projets à long terme.

NIGER

## Le canadien Myriad Uranium obtient 80% d'intérêts dans des permis d'uranium

Le Niger a perdu son rang de 1er producteur africain d'uranium depuis quelques années. Le pays demeure néanmoins un important fournisseur sur le marché mondial et dispose encore d'immenses réserves inexploitées qui attirent les investisseurs étrangers. Myriad Uranium a annoncé le 31 août l'acquisition de 80% d'intérêts dans plus de 1 800 km<sup>2</sup> de permis d'exploration

d'uranium au Niger. Situés dans le bassin de Tim Mersoï, ils sont entourés de gisements de plusieurs centaines de millions de livres d'uranium. Dans le cadre d'un accord conclu avec le précédent propriétaire du projet, Loxcroft Resources, Myriad aurait dû dépenser au moins 2 millions de dollars canadiens pour le développement du projet avant de sécuriser ces 80% d'intérêts. La compagnie indique que le ven-

deur a décidé de renoncer à cette condition préalable. « Ce geste de Loxcroft élimine près de 1,7 million de CAD de dépenses et nous fait passer du statut de détenteur d'une option à celui de propriétaire à 80%. C'est un énorme coup de pouce. Myriad a encore cinq ans pour acquérir jusqu'à 100% des projets au Niger », a commenté Thomas Lamb, le PDG. Pour obtenir les 20% d'intérêts restants,

la compagnie doit dépenser au moins 6 millions de dollars canadiens. Myriad est également tenue de verser des montants additionnels en fonction, à mesure qu'elle réalise d'importantes estimations de ressources minérales sur les projets. Loxcroft a enfin droit à une redevance de 1% sur les revenus nets de fonderie et 1 million de CAD en espèces ou en actions une fois un permis d'exploitation minière délivré.

ENVIRONNEMENT

## Le Cameroun pourrait instaurer la taxe carbone dès 2024

Le gouvernement camerounais pourrait instaurer pour la première fois la taxe carbone, comme lui en donne la latitude la circulaire relative à la préparation de la Loi de finances 2024, signée le 30 août 2022 par le président Paul Biya, qui y prescrit « la poursuite du renforcement de la fiscalité environnementale, en droite ligne des engagements internationaux souscrits par le Cameroun ». À cet égard, « le champ d'application de la taxe spéciale sur les produits pétroliers (TSPP) sur certains combustibles tels le gaz naturel liquéfié pourrait être revu, de même que l'institution d'une taxe carbone pourrait être envisagée » relaie Investir au Cameroun. Taxe environnementale assise sur les quantités de CO2 émises, la taxe carbone est payée par les entreprises dont les activités polluent le plus l'environnement. Au Cameroun, le think tank sud-africain ISS Africa classe les sociétés produisant les hydrocarbures et le ciment dans cette catégorie. Dans son rapport sur les perspectives économiques sur l'Afrique publié en septembre 2022, il projette d'ailleurs que le Cameroun quadruplera ses émissions de carbone à 15,1 millions de tonnes d'ici 2043, du fait des producteurs de ciment et d'hydrocarbures. « Les émissions de carbone sont passées de 0,5 million de tonnes de carbone en 1991, à environ 3,1 millions t en 2019, soit une augmentation de 520% au cours des 29 dernières années. Sur la trajectoire actuelle, les émissions devraient encore augmenter, de sorte que d'ici 2043, la quantité totale de carbone émise par le Cameroun aura plus que quadruplé ». Sur cette base, l'instauration de la taxe carbone au Cameroun devrait contribuer à booster les revenus fiscaux de l'État.

LE POINT HEBDO DE L'INVESTISSEUR

# Après un été calme, une rentrée mouvementée ?

Les mauvais chiffres de l'emploi américain et la détente des rendements obligataires ont permis aux places financières de reprendre quelques couleurs cette semaine, les opérateurs pariant sur une fin prochaine du cycle de resserrement monétaire, au moins aux Etats-Unis. L'inflation demeure néanmoins résiliente des deux côtés de l'Atlantique, augurant une phase d'incertitude prolongée sur la réelle trajectoire des banques centrales. La rentrée pourrait donc demeurer sous le signe de la volatilité.

### TOPS / FLOPS DE LA SEMAINE

**Tops**  
Cannabis : les actions du secteur du cannabis se sont envolées en fin de semaine. Le ministère de la santé des Etats-Unis a recommandé une reclassification du cannabis en tant que substance à faible risque à l'issue d'un examen de 11 mois. La marijuana reste illégale au niveau fédéral, même si près de 40 États américains ont légalisé son utilisation sous une forme ou une autre, et la reclassification est considérée comme la première étape vers une légalisation plus large. Cronos, Canopy Growth, Aurora Cannabis et consorts, plutôt laminées ces derniers trimestres, en profitent pour se redresser.  
Shopify (+20%) : gros engouement pour le titre jeudi, après que la société a déclaré qu'Amazon va lancer, dans l'écosystème d'applications Shopify, une solution qui permettra aux commerçants basés aux Etats-Unis d'accéder à l'option "Acheter avec Prime" du géant américain du e-commerce. Dans la foulée, Canacord Genuity a relevé de conserver à acheter sa recommandation, en visant 60 USD.  
Ciena (+20%) : après avoir suscité quelques inquiétudes cette année, le groupe américain a pris sa revanche jeudi en annonçant des résultats trimestriels nettement plus robustes que prévu. Les perspectives sont en ligne avec les attentes. Le management s'est montré très confiant pour l'avenir. Lors de la conférence de présentation, le CEO s'est dit "toujours à l'aise" avec les objectifs à trois ans et avec l'exercice 2024, qui permettra d'afficher une croissance plus rapide que le marché, synonyme de gains de parts de marché.  
Johnson Matthey (+19%) : le titre du chimiste britannique a bondi après que la branche d'investissement de la société industrielle Standard Industries, basée à New York, a presque doublé sa participation au capital. Standard Latitude Master Fund avait pris 5,2% du tour de table en avril 2022, ce qui avait déjà suscité une vague de spéculation sur une prise de contrôle. L'Américain a révéilé cette semaine détenir 10% du capital, ce qui en fait le premier actionnaire de la société.  
UBS (+8%) : la banque a dévoilé cette semaine ses projets concernant le Crédit Suisse, en parallèle de la publication de ses résultats du second trimestre. La banque aux deux voiles sera finalement totalement intégrée dans les années à venir. Les jeux d'écriture comptable ont fait enregistrer à UBS un bénéfice net de 29 milliards de dollars sur le seul second trimestre. Pas sûr que la reprise forcée du Crédit Suisse soit une si mauvaise affaire, toutes choses égales par ailleurs.

**Flops**  
Vinfast (-50%) : le constructeur vietnamien de véhicules électriques, dont la valorisation était montée de façon absurde après son IPO à New York début août, replonge, sans pour autant abandonner des niveaux stratosphériques. Vinfast est le symbole que la spéculation effrénée et décérébrée n'a pas disparu du marché américain.  
Orsted (-21%) : le danois, premier développeur mondial de parcs éoliens offshore, a annoncé qu'il pourrait subir des dépréciations allant jusqu'à 16 milliards de couronnes danoises (2,3 milliards de dollars) aux Etats-Unis en raison de problèmes dans la chaîne

d'approvisionnement, de la flambée des taux d'intérêt et de l'absence de nouveaux crédits d'impôt. Une très mauvaise nouvelle, qui a précipité la chute du titre.  
Casino (-15%) : S&P a abaissé de "CC" à "D" la note de crédit du distributeur. Autrement dit, la société est en défaut. L'agence souligne que le groupe français n'a pas honoré le coupon dû mi-juillet sur certaines obligations, malgré le délai de grâce de 30 jours qui lui avait été accordé. Elle pense que Casino n'arrivera pas à s'acquitter de tout ou partie de ses autres obligations lorsqu'elles arriveront à échéance.  
World Wrestling Entertainment (-15%) : la société qui règne sur le catch nord-américain a pris quelques coups cette semaine, après que le fonds souverain saoudien a investi plus de 100 M\$ pour une part minoritaire dans une ligue concurrente, la Professional Fighters League. L'objectif est de lancer de nouveaux combats et de promouvoir des événements au Moyen-Orient.  
Aurubis (-12%) : c'est une affaire assez folle qui frappe le producteur allemand de cuivre et de métaux précieux, l'un des seuls acteurs européens de sa spécialité. Le groupe, après avoir lancé une analyse approfondie, a constaté la disparition de certains stocks, probablement volés. L'affaire risque de coûter des dizaines et des dizaines de millions d'euros. Et ternit la réputation de la société.  
Eramet (-7%) : le coup d'état au Gabon a provoqué des dégâts sur les entreprises qui sont implantées dans le pays. C'est le cas d'Eramet, mais aussi de Maurel ou de TotalEnergies EP Gabon. Une partie des pertes a été récupérée, mais la géopolitique s'invite une fois de plus dans le parcours de certaines actions.  
Pernod Ricard (-6%) : le second groupe mondial de spiritueux, dauphin de Diageo, a été puni en bourse cette semaine après l'annonce de ses résultats annuels. Malgré une croissance interne de 10% du chiffre d'affaires, qui a atteint à 12,14 Mds€, les investisseurs s'interrogent sur des perspectives médiocres pour le premier trimestre de l'exercice 2023/2024, débuté en juillet, notamment aux Etats-Unis et en Chine où la base de comparaison élevée va peser sur la dynamique.  
Carrefour (-5%) : le distributeur est sous pression depuis quelques séances. Un recul qui repose sur les commentaires du PDG, Alexandre Bompard, sur la consommation en France. Le dirigeant a parlé d'un "tsunami de déconsommation". En parallèle, la pression médiatique était forte sur Carrefour, entre articles sur les gains de parts de marché de Leclerc et une enquête sur les approvisionnements du groupe en viande bovine au Brésil.

**Matières premières**  
Energie : Séquence de progression pour les prix pétroliers, qui profitent de plusieurs facteurs positifs : une baisse du dollar, un déclin des stocks aux Etats-Unis, une offre américaine perturbée par un ouragan au Golfe du Mexique ainsi que le coup d'Etat au Gabon, pays qui fait partie de l'OPEP. Ce cocktail permet aux cours du Brent de progresser à 87,70 USD le baril, tandis que le WTI américain s'échange autour de 84,5 USD. Du côté du gaz naturel, le conflit social ne faiblit pas en Australie entre syndicats et compagnies gazières. Des grèves pourraient commencer

début septembre et désorganiser la production de gaz naturel liquéfié. En Europe, le TTF néerlandais progresse à 36 EUR/MWh. Métaux : Les cours des métaux industriels ont globalement emprunté une trajectoire haussière cette semaine au London Metal Exchange. On peut donc en déduire que les opérateurs saluent la nouvelle salve de mesures de Pékin visant à soutenir son économie, plus particulièrement son secteur immobilier en détresse. Le cuivre se négocie autour de 8400 USD la tonne métrique, le zinc progresse à 2430 USD et l'aluminium évolue autour de 2140 USD. L'or aussi gagne du terrain, à 1945 USD. Le métal doré enchaîne ainsi une deuxième semaine de hausse consécutive grâce à la détente des rendements obligataires.  
Produits agricoles : Contrairement aux compartiments de l'énergie et des métaux, les prix des céréales ont reculé cette semaine à Chicago, où le boisseau de maïs s'échange autour de 460 cents contre 605 cents pour le boisseau de blé.

**Macroéconomie**  
Ambiance : Coup de frein opportun. Les investisseurs continuent de privilégier un scénario central axé autour de trois piliers : la fin du cycle de resserrement monétaire suivi d'une baisse des taux dès 2024, l'atterrissage en douceur de l'économie américaine et une inflation sous contrôle. Jusqu'à présent, les dernières statistiques macroéconomiques en provenance des Etats-Unis leur donnent raison : l'indice des prix PCE Core est ressorti à +3,7% contre +3,8% attendu tandis que les

créations d'emplois non agricoles se stabilisent d'un mois sur l'autre à 187k, contre une estimation de 170k, pour un taux de chômage de 3,8%. Conséquence immédiate, le rendement du 10 ans américain a nettement reflué après avoir buté sur ses sommets de 2022 autour des 4,33%. Malheureusement, les jeux ne sont pas encore faits. Il faudra toutefois nettement enfoncer la zone des 4,00% pour parier sur un repli plus prononcé.  
La paire euro / dollar évolue toujours dans un canal relativement étroit. Autour de 1,0870, elle ne semble toutefois pas refléter totalement la différence de cadence qui est en train de s'installer entre la BCE et la Fed.  
Crypto : Le bitcoin s'est montré très volatil cette semaine en grimpant frénétiquement de plus de 6% en l'espace de quelques heures ce mardi, avant de reperdre toute la hausse dans les deux jours qui ont suivi. Cette augmentation du cours du bitcoin s'explique par les critiques d'une cour d'appel américaine envers la Securities and Exchange Commission (SEC) pour ses explications injustifiées de refuser l'approbation d'un ETF bitcoin au comptant (spot) dans l'affaire Grayscale. Bien que cela n'implique pas l'acceptation d'un tel ETF prochainement, cette décision a suffi pour relancer la spéculation sur le leader du marché des cryptomonnaies. Mais hier, donc 48 heures plus tard, alors que la SEC annonçait le report de ses décisions concernant la totalité des demandes d'ETF en cours, le bitcoin est reparti à la baisse pour revenir au niveau de lundi, c'est-à-dire autour des 26 000 dollars à l'heure où nous écrivons ces lignes.

| COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN    |         |                     |                                                                                       |             |             |
|-------------------------------------------------------|---------|---------------------|---------------------------------------------------------------------------------------|-------------|-------------|
| Cours du : 31 Août 2023<br>Valeur : 04 Septembre 2023 |         |                     |                                                                                       |             |             |
| BASE                                                  | DEVISES |                     |                                                                                       | COURS ACHAT | COURS VENTE |
| 1                                                     | USD     | US DOLLAR           |  | 136.1240    | 136.1390    |
| 1                                                     | EUR     | EURO                |  | 148.2663    | 148.3234    |
| 1                                                     | GBP     | POUND STERLING      |  | 172.8998    | 172.9628    |
| 100                                                   | JPY     | JAPANESE YEN        |  | 93.3251     | 93.3674     |
| 1                                                     | CNY     | CHINESE YUAN        |  | 18.6722     | 18.6748     |
| 1                                                     | CHF     | SWISS FRANC         |  | 154.6512    | 154.7386    |
| 1                                                     | CAD     | CANADIAN DOLLAR     |  | 100.4605    | 100.5013    |
| 1                                                     | DKK     | DANISH KRONE        |  | 19.8936     | 19.8978     |
| 1                                                     | SEK     | SWEDISH KRONA       |  | 12.5121     | 12.5165     |
| 1                                                     | NOK     | NORWEGIAN KRONE     |  | 12.8277     | 12.8342     |
| 1                                                     | AED     | UAE DIRHAM          |  | 37.0587     | 37.0648     |
| 1                                                     | SAR     | SAUDI RIYAL         |  | 36.2872     | 36.2979     |
| 1                                                     | KWD     | KUWAITI DINAR       |  | 441.5310    | 442.0097    |
| 1                                                     | TND     | TUNISIAN DINAR      |  | 43.5659     | 44.0083     |
| 1                                                     | MAD     | MOROCCAN DIRHAM     |  | 13.4738     | 13.4752     |
| 1                                                     | LYD     | LIBYAN DINAR        |  | 28.1370     | 28.2810     |
| 1                                                     | MRU     | MAURITANIAN OUGUIYA |  | 3.5955      | 3.5959      |
| 1                                                     | SDR     | SPEC. DRA. RIGHTS   |                                                                                       | 181.0652    | 181.0652    |

RUSSIE

# Les raisons de la dédollarisation

Initialement mis en circulation avec de bonnes intentions, le dollar est devenu un outil d'oppression et de punition, a noté la porte-parole de la diplomatie russe auprès d'Aydinlik, au sujet de la dédollarisation.

À l'origine des crises mondiales, le dollar n'inspire plus confiance à certains pays qui décident de commercer en devises nationales. Comme le billet vert démontre son instabilité et son insécurité, la dédollarisation n'est rien d'autre qu'un processus naturel, a estimé la porte-parole du ministère russe des Affaires étrangères, auprès du journal turc Aydinlik. "On dit que la dédollarisation est une sorte d'objectif de certaines organisations et de certains pays. Ce n'est pas vrai, ce n'est pas un but. C'est simplement une réalité. Aujourd'hui, le dollar est une devise très problématique. Ce n'est pas mon point de vue politique, mais un fait économique objectif", a déclaré Maria Zakharova. Soulignant que les crises financières proviennent des États-Unis, la responsable russe a indiqué que personne au

monde ne veut résoudre ainsi les problèmes américains. Une raison pour laquelle de plus en plus de pays optent pour les BRICS qui prônent la multiplication des échanges commerciaux en devises nationales pour l'abandon du dollar. "Ils [les pays concernés] veulent créer une sorte de garantie, un système de garantie financière pour ne pas être à nouveau victimes d'une crise américaine", a fait valoir Mme Zakharova.

### Un outil de néocolonialisme

Il y a des décennies, le dollar était promu par les États-Unis "comme monnaie internationale pour rendre la vie de chacun meilleure, plus facile et plus confortable", poursuit-elle. "Ils ont insisté sur ce point, affirmant que cela amènerait l'économie mondiale à un nouveau niveau et simplifie-

rait nos connexions et nos relations. [...] À l'époque, ceux qui menaient une telle politique aux États-Unis et à l'étranger étaient probablement francs. Ils voulaient probablement faire honnêtement un premier pas vers la mondialisation". Avec le temps, la mission du billet vert a radicalement changé allant jusqu'à pénaliser des pays et leurs populations: "Mais à l'heure actuelle, ce à quoi nous avons été confrontés l'année dernière est complètement différent. Il ne s'agit plus de simplifier ou de faciliter notre vie. Cette monnaie est utilisée comme un outil d'hégémonie et un nouveau type de colonialisme lorsqu'elle est utilisée pour punir, ségréguer et rendre la vie des autres plus compliquée, voire cauchemardesque", a tranché la porte-parole du ministère russe des Affaires étrangères.

source : Sputnik

### EMBOLE CLIMATIQUE

## L'Australie connaît l'hiver le plus chaud jamais enregistré

L'hiver australien de cette année a été le plus chaud jamais enregistré, selon l'annonce faite vendredi par le Bureau de météorologie du pays. Ce constat s'inscrit dans une série de records mondiaux qui tombent les uns après les autres, alors que le changement climatique continue de s'accroître. Des chercheurs australiens n'ont cessé de mettre en garde contre les conséquences du changement climatique, notamment l'augmentation du risque de catastrophes naturelles telles que les incendies de

brousse, les inondations et les cyclones. Après plusieurs années d'étés marqués par des conditions humides, les experts anticipent un été à venir particulièrement intense en termes d'incendies de brousse, ce qui rappelle l'"été noir" de 2019-2020, lorsqu'ont sévi d'importants incendies sur la côte est de l'Australie, entraînant la destruction de vastes étendues de forêts et de millions d'animaux, ainsi que l'envolée des villes dans des nuages de fumée toxique. Plus tôt cette année, l'Australie

a également fait face aux vents les plus violents jamais enregistrés sur son territoire, lorsqu'un puissant cyclone tropical a frappé la région nord-ouest, enregistrant des rafales atteignant jusqu'à 289 km/h. En juillet 2023, des vagues de chaleur et des incendies ont touché plusieurs régions du monde, faisant de ce mois le plus chaud jamais enregistré sur la planète, selon les données de l'observatoire climatique de l'Union européenne, Copernicus. Ces événements mettent en lumière l'impact

croissant des émissions de gaz à effet de serre, qui sont responsables de l'intensification et de la prolongation des vagues de chaleur. Simon Grainger, le climatologue principal du Bureau de météorologie, a déclaré que "la température moyenne de l'hiver en Australie, de juin à août, s'est élevée à 16,75 degrés Celsius, dépassant de peu le précédent record établi en 1996". Il convient de noter que les premiers relevés météorologiques australiens remontent à l'année 1910.

### FRANCE

## L'inflation repart à la hausse en août atteignant 4,8% sur un an

Le taux annuel d'inflation en France a enregistré une hausse plutôt importante en août, à 4,8 %, après un taux de 4,3 % en juillet, selon une première estimation de l'Insee (Institut national de la statistique et des études économiques) publiée jeudi et reprise par le journal Le Point. Cette hausse de l'inflation, après plusieurs mois de baisse, serait due au rebond des prix de l'énergie, notamment lié

à la nouvelle tarification des prix de l'électricité entrée en vigueur le 1er août. L'inflation énergétique s'est ainsi établie à 6,8 % sur un an en août, après une baisse des prix de 3,7 % en juillet. Selon l'Insee, les prix alimentaires, qui sont les principaux moteurs de l'inflation, affichent un bond de 11,1% sur un an, même si la hausse est moins importante qu'en juillet (12,7%) Les produits manufacturés (+3,1%), les ser-

vices (+2,9%), mais aussi le tabac (+9,9%) sur un an, sont les autres responsables de la hausse de l'inflation en août. De son côté, l'indice des prix à la consommation harmonisé (IPCH), indicateur de référence pour les comparaisons entre pays européens, a augmenté de 5,7 % sur un an en août (5,1 % en juillet). L'Insee doit publier à la mi-septembre une seconde estimation de l'inflation en août.

### CRISES BANCAIRES

## La Suisse doit renforcer son arsenal

Après la crise du Credit Suisse, le régulateur suisse doit passer par une régulation renforcée selon certains experts. Ces experts, missionnés par le ministère suisse des finances, estiment que la fusion des deux principales banques du pays a permis de stabiliser rapidement une situation dangereuse, évitant ainsi des perturbations majeures dans le système financier.

Un rapport d'experts indépendants met en garde contre l'incapacité future de la Suisse à organiser un sauvetage d'urgence similaire à celui réalisé par UBS en mars 2023, lorsque Credit Suisse était confrontée à une situation critique. Le rapport souligne la nécessité pour la Suisse de renforcer ses outils de gestion des crises. Cependant, le rapport met en lumière des lacunes dans le cadre ré-

glementaire, notamment pour les institutions considérées comme "trop grandes pour faire faillite". Il souligne également qu'avec la fusion de Credit Suisse par UBS, une acquisition par une autre entreprise suisse ne serait plus envisageable en cas de crise d'UBS, ce qui rend impérative l'amélioration de la gestion de crise et la garantie de l'efficacité des instruments de liquidation.

Quatre axes de recommandations Le rapport émet plusieurs recommandations, dont celle d'examiner régulièrement la faisabilité d'une procédure d'assainissement pour les banques d'importance systémique par la Finma (l'autorité de surveillance des marchés financiers en Suisse), la banque centrale et le ministère des Finances. headtopics.com

### EN ITALIE

## La secrétaire d'État Laurence Boone défend des mesures sur les profits «exceptionnels»

En septembre 2022, «Bruno Le Maire avait convenu avec les banques de plafonner la hausse des frais bancaires à 2% en 2023», rappelle l'ancienne cheffe économiste de l'OCDE.

La taxe sur les «surprofits» des banques instaurée par l'Italie s'inscrit dans un mouvement général en Europe où «plusieurs pays ont pris des mesures temporaires pour redistribuer des profits exceptionnels», a jugé dans un entretien accordé à l'Agence France-Presse samedi la secrétaire d'État française chargée de l'Europe, Laurence Boone. Début août, le gouvernement Meloni avait mis en place une taxe sur les «surprofits» des banques, mettant à mal le moral des chefs d'entreprise.

«Tous les pays européens ont connu des circonstances exceptionnelles dues à l'envolée des cours de l'énergie ou la remontée des taux d'intérêt, qui ont gonflé les profits des entreprises de certains secteurs», reconnaît Laurence Boone, ancienne cheffe économiste de l'OCDE. À l'occasion du forum économique organisé par The European House - Ambrosetti à Cernobbio, sur les rives du lac de Côme, elle rappelle le contexte en France : «le ministre de l'Économie Bruno Le Maire s'est ainsi assis en septembre 2022 à une table avec les banques et ils sont convenus de plafonner la hausse des frais bancaires à 2% en 2023.» «Quant aux accusations parlant de mesures populistes [en Italie], on a eu en France des débats similaires sur la hausse des prix de l'énergie qui a accru les profits de certaines entreprises, dans la foulée de la guerre en Ukraine. L'Union européenne a instauré une taxe temporaire sur les surprofits des groupes énergétiques que la France a transposée dans son budget 2023», complète Laurence Boone.

La secrétaire d'État a également partagé son avis sur la mise en place d'un front commun des pays du Sud, y compris la France, pour demander à Bruxelles plus de flexibilité sur le pacte de stabilité qui limite les déficits et la dette. «La réforme du pacte de stabilité se décide à 27 et évidemment nous parlons avec tout le monde. La proposition que la Commission européenne a mis sur la table en avril garantit un bon équilibre entre d'un côté la croissance et les investissements et de l'autre côté la soutenabilité des finances publiques», mentionne-t-elle. «On veut évoluer par rapport aux règles qui étaient en place avant la pandémie de Covid et avant la guerre en Ukraine qui s'appliqueraient difficilement au monde dans lequel on vit aujourd'hui. Je n'ai pas de doute que nous allons arriver à un accord au niveau européen avant la fin de l'année», conclut l'ancienne cheffe économiste de l'OCDE.

SWISS TRANSIT LAB

## La conduite autonome devient réalité

Le Swiss Transit Lab à Schaffhouse (STL) est sur le point de franchir l'étape finale dans le développement de la mobilité automatisée dans les transports publics. Le minibus automatisé «ligne 13 du STL» sera mis en service à Schaffhouse le 28 avril. Gratuite pour tous, cette ligne circulera entre la gare de Schaffhouse et le nouveau quartier de Stahlgieserei. Premier véhicule autonome en Suisse doté de la technologie Dual-Mode et utilisé dans le cadre d'un projet pilote, il a fait sa première sortie officielle lors de l'événement de lancement.

Le STL a reçu mi-février 2023 l'autorisation pour le projet pilote avec conduite autonome. Les offices fédéraux des routes (OFROU) et des transports (OFT) avaient préalablement examiné en détail la demande pour le projet pilote «ligne 13 du STL» conjointement avec les services cantonaux. La conduite autonome est désormais autorisée sur la voie publique. Le minibus autonome «ligne 13 du STL» sera mis en service à Schaffhouse fin avril. C'est la première fois qu'un véhicule autonome doté de la technologie Dual-Mode circulera en Suisse. La «ligne 13» permettra au STL de tester la mise en œuvre de technologies de pointe dans les transports publics routiers, ainsi que les liaisons du premier et du dernier kilomètre. Dans le cadre de l'opération pilote, l'accent est mis sur le développement et l'utilisation de services de mobilité au quotidien jusqu'au pas de la porte, en tenant compte des besoins des passagers. Le projet est donc directement mis en œuvre au centre de Schaffhouse, entre la gare et le nouveau site de Stahlgieserei. Un chauffeur est systématiquement présent pour des raisons de sécurité. L'accent est mis sur les questions de l'exploitation technique efficiente ainsi que sur l'acceptation sociale et la participation, dans l'optique de renforcer les transports publics de demain.

### Projet pilote «ligne 13 du STL» avec technologie Dual-Mode

En 2018, le Swiss Transit Lab schaffhousois (STL) lançait la toute première opération pilote avec un bus autonome (ligne 12) intégré au réseau de transports publics de Verkehrsbetriebe Schaffhausen vbsh, dans le cadre d'une application touristique aux chutes du Rhin. Fort de ces expériences et en collaboration avec un cercle élargi de partenaires, le STL franchit une nouvelle étape sur le plan technologique: à la différence de la ligne 12, il mise désormais sur le Toyota Proace Verso Electric. Disponible dans le commerce, ce véhicule électrique est équipé de capteurs et d'actionneurs ainsi que du logiciel de conduite autonome de la start-up finlandaise Sensible4 pour la technologie Dual-Mode.

## NOUVEAU PEUGEOT E-2008 (2023)

# Que vaut sa version restylée ?

*Comme ses confrères thermiques, le Peugeot e-2008 100% électrique passe par la case restylage. Mais il a aussi droit à des changements techniques en profondeur, avec une autonomie annoncée en hausse. De quoi revenir dans le coup?*

Parti avec un temps de retard, le groupe Stellantis accélère sa transition vers l'électrique. Surtout, il commence à mettre en place de vraies synergies entre toutes ses marques. Pour preuve, ce nouvel ensemble moteur et batterie de 156 ch et 54 kWh (brut) qui équipe un certain nombre de modèles dans le groupe : le DS 3 E-Tense, l'Opel Corsa-e, le récent Jeep Avenger... Cette motorisation se généralise chez Peugeot puisque les futures E-208 et E-308 de 156 ch y auront droit aussi, tout comme cet E-2008 restylé. Restylage qui pour une fois ne passe pas inaperçu, grâce à une face transformée. Elle accueille trois crocs de part et d'autre du bouclier et le nouveau blason Peugeot, alors que les feux arrière sont légèrement retravaillés.

Les changements sont plus discrets à l'intérieur, avec le remplacement du levier qui commandait la boîte par un basculeur à «gâchette», déjà vu, lui aussi, un peu partout chez Stellantis, au même titre que l'écran tactile central de 10 pouces de série sur l'ensemble de la gamme.

Sur le papier, le bond par rapport au précédent E-2008 de 136 ch n'est pas massif. Certes, ce nouveau moteur grappille 20 ch, mais le couple maxi reste le même : 260 Nm. Surtout, ces valeurs ne sont atteintes qu'en mode Sport ou en écrasant l'accélérateur jusqu'au deuxième «cran». En mode Éco, la puissance est limitée à 80 ch (!), et à 108 ch en mode Normal. L'E-2008 a beau être relativement léger pour une voiture électrique (1 550 kg



annoncés), les performances ne sont logiquement pas fulgurantes, avec un peu plus de 9 s pour passer de 0 à 100 km/h. C'est en effet, là aussi, 0,8 s de gagnées par rapport au 136 ch, mais, dans la vie de tous les jours, la différence est loin d'être flagrante. D'autant que le train avant a toujours autant de mal à accepter la puissance, surtout sur chaussée imparfaite ou mouillée. L'intérêt de ce nouveau moteur est avant tout son efficience.

Malgré une capacité de batterie utile qui névolue que d'environ 2 kWh, Peugeot revendique une autonomie en hausse de 46 km selon le cycle moyen WLTP. Une grande partie de ces progrès provient du rendement optimisé du moteur de 156 ch, avec des consommations très réduites. Sur notre parcours d'essai assez varié, nous avons relevé approximativement 16 kWh/100 km.

Une belle sobriété effectivement, qui devrait autoriser cet E-2008 à rouler un peu plus de 300 km avec une charge sur parcours mixte. Il ne battra pas de records d'endurance pour autant, mais voilà de quoi le replacer dans un peloton de plus en plus compétitif.

De quoi aussi, pour certains, justifier les 1450 € supplémentaires réclamés par rapport à l'ancien modèle, qui reste au catalogue. Dommage toutefois qu'à la borne de recharge, l'E-2008 n'accepte pas de charge plus puissante (donc plus rapide) que 100 kW et que le conducteur ne puisse toujours pas régler le frein régénératif, hors du mode «B».

Les questions d'argent ne jouent pas en la faveur de cet E-2008 restylé. Facturé 45100 € en finition GT, il peut certes encore bénéficier du bonus de 5000 €... si vous n'avez pas la main trop lourde sur les options.

DACIA

## Voici l'ultime DUSTER

Le changement le plus notable est la couleur jaune de la carrosserie, qui se marie bien avec les éléments noirs de la voiture. En plus d'emprunter des couleurs à Bumblebee, Carpoint a également utilisé d'autres modifications. Les spécialises en tuning et en transformation automobile ont ajouté un bouclier de protection très prononcé à l'avant du véhicule, utilisé de nouvelles marches latérales, deux embouts d'échappement et des jantes de 20 pouces avec des accents de la couleur de la carrosserie.

Il convient cependant de mentionner que le Duster Carpoint Yellow Edition jaune n'est pas destiné à la conduite hors route. Les pneus à profil bas réduisent la capacité de franchissement du SUV roumain. Néanmoins, un attelage, des jantes de 16 pouces avec des pneus d'hiver ou des pneus toutes saisons sont disponibles en option. L'intérieur avec des éléments



jaunes correspondrait également à la couleur de l'extérieur, mais l'habitacle du Duster est restée inchangée. Seuls les tapis de sol et les seuils de porte ont été remplacés pour mieux représenter cette édition spéciale. Dacia Duster Carpoint Edition repose sur la version Prestige équipée d'un écran tactile de 8 pouces avec système Media Nav

et d'une caméra multivue, de la climatisation automatique, des sièges chauffants et du régulateur de vitesse. Il s'agit d'une version 4x4 équipée d'un moteur 1.3 TCe de 150 ch. Le Dacia Duster Yellow Edition est disponible à la commande au prix de 33 990 euros. Il convient de mentionner que le concessionnaire Carpoint

GmbH propose un service de livraison gratuit au sein de l'union européenne. Rappelons, par ailleurs, que le spécialiste allemand Carpoint prépare depuis de nombreuses années des versions améliorées du Dacia Duster, à l'instar du Duster Carpoint Edition Black Mat, ainsi qu'une version pick-up suréquipée !

POUR EXPLORER VOTRE SYSTÈME DIGESTIF

# Des chercheurs créent une petite capsule à commande magnétique

*Les chercheurs ont créé une pilule à commande magnétique qui peut être pilotée dans le système digestif par le médecin pour réaliser une endoscopie.*



Pour évaluer les troubles digestifs, l'endoscopie de l'œsophage, de l'estomac et du début de l'intestin grêle reste un examen délicat qui nécessite une anesthésie. Même si elles sont très rares, les complications liées à cette dernière peuvent intervenir et l'examen peut également présenter des risques d'hémorragie, d'infection, ou bien une perforation du tube digestif. Aux États-Unis, pour éliminer tous ces risques et supprimer l'anesthésie, des chercheurs de l'université George Washington ont développé un nouveau système plutôt révolutionnaire.

Pour le patient, il suffit d'avaler une petite pilule. Ce seul élément n'est pas une nouveauté, car l'endoscopie par absorption d'une mini capsule existe déjà, mais jusqu'à maintenant, la pilule se promenait toute seule de façon naturelle et ne permettait pas de cibler certaines zones. C'est pourquoi, pour piloter cette capsule dans le corps, les chercheurs ont mis au point un système magnétique. Le procédé a été baptisé « Endoscopie par capsule magnétiquement contrôlée » (MCCE). La petite capsule qui porte le nom de NaviCam MCCE a été tes-

tée sur 40 patients adultes qui nécessitaient une endoscopie en raison de leurs symptômes.

## Vers l'intégration d'une IA

Après avoir ingéré un produit permettant de réduire les gaz dans l'estomac, le patient avale la capsule et revêt un gilet permettant d'enregistrer les données. Une fois le patient allongé, un système électromagnétique qui ressemble à une énorme boule se déplace sur le corps pour que cette capsule magnétique suive le mouvement. C'est le médecin qui pilote la capsule grâce à cette grosse boule. Il utilise pour cela, une simple paire de manettes ressemblant à celle utilisée dans les jeux vidéos. La capsule NaviCam, créée par AnX Robotica Corp, délivre quant à elle, un champ de vision de 160 degrés. La vidéo dispose d'une définition de 640 x 480 pixels par pouce avec une fréquence d'images de 0,5 à 6 images par seconde via une seule caméra. Les chercheurs ont pu constater qu'avec ces capacités, la visualisation des saignements, lésions, ou inflammations était efficace à 95 %. À la suite de ces résultats, les chercheurs comptent maintenant améliorer le système et le doper à l'intelligence artificielle, afin que la capsule puisse être pilotée automatiquement.

POUR RÉDUIRE SON EMPREINTE CARBONE

## 3 applications canadiennes

Environ 40 % de toute la nourriture produite dans le monde est gaspillée chaque année, selon le World Wildlife Fund Canada. Les aliments non consommés et jetés produiraient environ 3,3 gigatonnes de CO<sub>2</sub>, faisant du gaspillage alimentaire le 3<sup>e</sup> émetteur de gaz à effet de serre (GES) le plus important au monde. Pour lutter contre ce fléau, il existe plusieurs outils et applications mobiles s'attaquant au gaspillage. CScience vous propose 3 innovations canadiennes pour réduire votre empreinte carbone, et même faire des économies ! L'innovation technologique s'intéresse de plus à plus aux moyens de mesurer l'impact écologique de nos gestes au quotidien. L'empreinte écologique est déterminée en partie par la quantité de déchets que nous produisons, comme le dioxyde de carbone.

La quantité de CO<sub>2</sub> émise par une personne ou un pays correspond par définition à son empreinte carbone, qui s'intègre à l'empreinte écologique. De plus en plus d'applications s'attendent à réduire le gaspillage en nous amenant, par exemple, à acheter des items usagers ou des produits alimentaires à rabais, avant que ceux-ci ne soient jetés à la poubelle, ou encore, à faire des choix éclairés et plus écologiques lors de nos séances de magasinage. Pensons à FoodHero, cette application montréalaise qui, dans le secteur alimentaire, a fait parler d'elle durant la pandémie, alors qu'une bonne partie de la marchandise se retrouvait en surplus dans les épiceries et magasins. L'application FoodHero utilise la géolocalisation pour nous aider à trouver des options dans une épicerie près de chez nous. Elle nous fait profiter d'offres avantageuses sur des

produits dont la date de péremption approche et qui, pour cette raison, sont vendus à rabais dans des épiceries et commerces à proximité. En plus, l'appli nous donne l'empreinte carbone associée à notre panier d'épicerie ! Lorsque vous sélectionnez un article, elle calcule automatiquement le nombre de kilos de CO<sub>2</sub> que vous avez économisés. Vous voyez aussi le poids total approximatif des aliments que vous avez sauvés des décharges. Les marchands ont également accès à ces chiffres pour leur magasin. Si l'application n'est pas totalement gratuite, elle demeure une option efficace pour lutter contre le gaspillage. Les avancées en matière d'intelligence artificielle dite « générative » permettent aujourd'hui de disposer d'un assistant personnel en cuisine. C'est ce qu'offre la plateforme québécoise ChefTouski.

APPLE

## Va-t-il encore boudier longtemps les IA ?

Apple ouvre les portes de son événement annuel, le WWDC, c'est-à-dire sa conférence annuelle pour les développeurs. Au programme, on trouvera vraisemblablement le fameux casque de réalité mixte connu sous le nom de Reality Pro. Mais des indices montrent qu'Apple pourrait bien se jeter comme les autres dans le grand bain des IA génératives. Explications. La conférence mondiale des développeurs d'Apple. La première journée de cet événement est l'occasion pour la marque de présenter son plan de route et aussi ses nouveaux produits. Parmi eux, on parle beaucoup d'un casque mixant la réalité virtuelle et augmentée qui pourrait s'appeler Reality Pro. Il devrait redonner un coup de tonus à l'univers des metaverses plutôt moribond, n'en déplaise à Meta. Il faut dire qu'Apple n'a pas pour habitude de lancer un nouveau produit sans être absolument sûr de son coup. Signe d'une certaine fébrilité, Meta vient justement d'annoncer l'arrivée de son nouveau casque Meta Quest 3. Il est plus fin et plus performant que son prédécesseur. Mais chez Apple, outre cette annonce autour de ce fameux casque et de nouvelles moutures de ses iPhone, iPad, Apple Watch et Mac ou encore iOS 17, c'est du côté des IA que l'on attend quelque chose. Quelque chose qui pourrait bien être d'ailleurs lié au casque en question. Alors que Google a dû mettre les bouchées doubles face à l'offensive de Microsoft avec Bing AI avec le soutien d'OpenAI, Apple reste très discret sur le sujet des intelligences artificielles (IA). C'est un comportement étonnant de la part d'un des principaux géants de la tech, alors que tous les autres se ruent sur la révolution des IA génératives pour ne pas manquer le coche. Ce n'est pas pour autant qu'Apple se détourne du sujet car certains signaux sont apparus ces derniers temps. Pour le percevoir, c'est comme bien souvent du côté des annonces de recrutement qu'il faut regarder. Comme toujours, le secret est bien gardé sur le fameux casque de réalité mixte d'Apple qui devrait être présenté lundi. Personne ne sait encore à quoi il ressemble. Il pourrait bien intégrer une dose d'IA.

### Le retour d'un Siri dopé à l'IA

La firme cherche à recruter des ingénieurs spécialisés en technologies d'apprentissage automatique et ayant des compétences autour des IA conversationnelles et génératives. Des postes qui seraient d'ailleurs intimement liés à la réalité mixte propre au fameux casque Reality Pro selon ces annonces. De plus, selon le journaliste Mark Gurman de Bloomberg, il y aurait déjà eu un sommet interne propre aux IA dès le mois de février. Un signe qui montre que malgré un calme apparent, Apple ne compte pas passer à côté de cette révolution engendrée par l'arrivée de ChatGPT. Mais comme à son habitude, la firme prend son temps et semble rester impassible face à la montée de ces IA génératives qui font trembler Google en premier lieu. Une fausse impression de calme sans doute, puisqu'il existe des sujets qui fâchent chez Apple. C'est notamment le cas de l'assistant vocal Siri. Il est clairement très en deçà de son concurrent chez Google et cela se sait en interne. Alors une grosse dose d'IA lui permettrait certainement de se rebooster, mais on ne peut pas vraiment s'attendre à ce qu'Apple sorte un chatbot génératif équivalent à ChatGPT. Alors que Google qui s'est énormément investi dans les IA depuis de nombreuses années et a bien du mal à proposer un modèle convaincant avec un Bard au comportement discutable, que la marque à la pomme se lance dans une aventure comme celle-ci de façon improvisée semble assez improbable. Il se dit que la firme développerait en secret depuis des mois ses propres modèles linguistiques. Ce nouveau Siri dopé à l'IA pourrait avantageusement être intégré au casque que devrait présenter Apple lundi prochain. Et c'est bien ce qui pourrait faire la différence avec son concurrent Meta, si, toutefois, cette IA tient la route.

Mots fléchés

|                     |                      |                      |               |                        |                    |                      |                        |                    |                           |                    |                        |                        |                   |               |
|---------------------|----------------------|----------------------|---------------|------------------------|--------------------|----------------------|------------------------|--------------------|---------------------------|--------------------|------------------------|------------------------|-------------------|---------------|
| Film avec Bourvil   |                      | Sur les bras         |               | Transforme le fourrage |                    | Presque rien         |                        | Assure la nuitée   | Capitale d'Europe         |                    | Vieux membre           |                        | Film avec Bourvil |               |
| Film avec Bourvil   |                      | Couturière Française |               | Harmoniser             |                    | Rejoint le Don       |                        |                    | Roi Juif                  |                    | Est réfléchi           |                        |                   |               |
|                     |                      |                      |               |                        |                    |                      |                        |                    |                           |                    |                        |                        |                   |               |
| Potelé              |                      |                      |               |                        |                    |                      |                        |                    |                           |                    |                        |                        | Corps gras        |               |
| Petit pain friable  |                      |                      |               |                        |                    |                      |                        |                    |                           |                    |                        |                        |                   |               |
|                     |                      |                      |               |                        |                    |                      | D'une doctrine         |                    |                           |                    | Attachée sur une porte | Article sans sensation |                   |               |
|                     |                      |                      |               |                        |                    |                      | Fleuve d'Europe        |                    |                           |                    |                        |                        |                   |               |
| Répartir sa culture |                      |                      |               |                        |                    |                      |                        | En outre           | Répandent                 | Divisible par deux |                        |                        |                   |               |
| Période             |                      |                      |               |                        |                    |                      |                        |                    |                           |                    |                        |                        |                   |               |
|                     |                      | Excès organique      |               |                        |                    |                      |                        |                    |                           |                    |                        | Réserve d'huiles       |                   |               |
|                     |                      | Monnaie ancienne     |               |                        |                    |                      |                        |                    |                           |                    |                        |                        |                   |               |
| Droit pas commun    |                      |                      |               |                        | Point de vue       |                      |                        |                    |                           | Plante fétide      |                        | Personnel              |                   |               |
| Vieux général       |                      |                      |               |                        | Drame jaune        |                      |                        |                    |                           |                    |                        | Petite chapelle        |                   |               |
|                     |                      |                      | Dans le vent  |                        |                    | Ver parasite         |                        |                    |                           |                    |                        |                        |                   |               |
|                     |                      |                      | Nomade        |                        |                    | Près de Turin        |                        |                    |                           |                    |                        |                        |                   |               |
| Prit pour le vif    |                      |                      |               |                        |                    |                      | Prendre de la distance |                    |                           |                    |                        |                        |                   |               |
| Pour la bière       |                      |                      |               |                        |                    |                      | Catalogue              |                    |                           |                    |                        |                        |                   |               |
|                     |                      |                      |               | Un peu un scénario     | Squelette          |                      |                        | Affluent du Danube |                           |                    |                        |                        | Qui se rattache   |               |
|                     |                      |                      |               |                        |                    |                      |                        | Sans raison        |                           |                    |                        |                        |                   |               |
| Reçoit les dons     |                      | Mettait de côté      |               |                        |                    |                      |                        |                    |                           | A de la tenue      |                        |                        |                   |               |
|                     |                      | Armée féodale        |               |                        |                    |                      |                        |                    |                           | Poète Français     |                        |                        |                   |               |
|                     |                      |                      |               |                        |                    |                      |                        |                    |                           |                    |                        |                        |                   |               |
|                     |                      |                      |               |                        | Illustre travesti  |                      |                        |                    | Se garde quand il est bon |                    | Sigle humanitaire      |                        |                   |               |
|                     |                      |                      |               |                        |                    |                      |                        |                    |                           |                    | Entremets              |                        |                   |               |
| Avoir le courage    |                      |                      |               |                        | Morceau de musique | Dieu Gaulois         | Piquet de tente        |                    |                           |                    |                        |                        |                   |               |
| Décomposé           |                      |                      |               |                        |                    |                      |                        |                    |                           |                    |                        |                        |                   |               |
|                     |                      |                      |               |                        |                    |                      | Remonte le courant     |                    |                           |                    |                        |                        |                   | Chenal étroit |
|                     |                      |                      |               |                        |                    |                      | Préposition            |                    |                           |                    |                        |                        |                   |               |
| Machine agricole    |                      | Massif de Roumanie   |               |                        |                    |                      |                        |                    |                           | Faible ou opposé   |                        |                        |                   |               |
|                     |                      | Résonance            |               |                        |                    |                      |                        |                    |                           | Arme               |                        |                        |                   |               |
|                     |                      |                      |               |                        |                    |                      |                        |                    | Champions                 |                    |                        | Copulatif              |                   |               |
|                     |                      |                      |               |                        |                    |                      |                        |                    | Un têtù                   |                    |                        | Possessif              |                   |               |
| Mastic pour garnir  |                      |                      |               | Symbole de mesure      |                    |                      |                        | Adverbe            | Dieu guerrier             |                    |                        |                        | Reste possessif   |               |
| Après bis           |                      |                      |               | En Chaldée             |                    |                      |                        |                    | Indéfini                  |                    |                        |                        |                   |               |
|                     |                      |                      | Dans la gamme |                        |                    | Elle est bien réelle |                        |                    |                           |                    |                        |                        |                   |               |
|                     | Extrait de belladone |                      |               |                        |                    |                      |                        |                    |                           | Ivan ou Nicolas    |                        |                        |                   |               |

L’Iran saisit un navire transportant du pétrole de contrebande

Les forces navales des Gardiens de la Révolution iraniens ont intercepté un navire transportant illégalement du carburant dans le Golfe et arrêté quatre membres d'équipage, ont rapporté des médias locaux samedi. Le navire transportait plus de 50.000 litres de carburant de contrebande, a indiqué l'agence de presse Fars, qui cite Mojtaba Ghahramani, le haut magistrat de la province méridionale d'Hormozgan. M. Ghahramani a ajouté que la marine des Gardiens de la Révolution avait "confisqué" le navire et "arrêté quatre individus" lors de cette opération. Ni l'origine du navire ni la date de l'opération n'ont été spécifiées. Le responsable a également annoncé que le carburant serait réintégré dans le "réseau de distribution légal" du pays.

Les Enjeux

Quotidien national de l'économie

Eco

Lundi 4 septembre 2023 http://www.lesenjeuxeco.dz



BRÉSIL

L'économie du pays pourrait croître de 3 % cette année

Le Brésil, première économie d'Amérique Latine, va enregistrer cette année une croissance de 3%, a annoncé Fernando Haddad, ministre brésilien de l'économie, invitant toutefois à la "prudence". Dans des déclarations rapportées par le quotidien O Globo, Haddad a ajouté que le Produit intérieur brut (PIB) de son pays a augmenté de 0,9 % au deuxième trimestre de cette année, soit le triple des projections faites par les marchés financiers. Le responsable brésilien a souligné que ce résultat "était positivement surprenant. La croissance du PIB devrait atteindre 3 % ( ) et nous sommes heureux que les attentes projections faites par le ministère depuis le début de l'année ont été dépassées de 2 % ». Malgré cet optimisme, Haddad a insisté que le gouvernement continuera à "faire preuve de prudence", car le troisième trimestre est la clé de ces prévisions, d'autant plus que le mois de juillet a été "inquiétant" malgré les données préliminaires indiquant que l'économie a enregistré une reprise. L'Institut brésilien de géographie et de statistique a fait savoir, vendredi, que la plus forte croissance trimestrielle a été enregistrée dans l'industrie, avec une augmentation de 0,9 %, suivie du secteur des services (0,6 %). En revanche, l'agriculture a chuté de 0,9 %. La consommation des ménages, quant à elle, a augmenté de 0,9 % et les dépenses publiques ont avancé de 0,7 %, selon la même source. Le président brésilien Lula da Silva a lui aussi évoqué cette croissance du PIB, affirmant que ce n'est pas seulement une réalité que les Brésiliens voient à la télévision, mais que la richesse du Brésil doit être « redistribuée ». Dans le même temps, les marchés financiers ont accueilli positivement cette annonce, avec une hausse de 1,76 % des transactions à la bourse de Sao Paolo.

TUNISIE

Croissance de plus de 11% des exportations sur les 7 premiers mois

Les exportations tunisiennes ont connu une croissance de 11,1% au cours des sept premiers mois de l'année en cours, pour se situer à 36,1511 milliards de dinars tunisiens (DT) (11,6911 milliards de dollars), a révélé samedi, Dorra Borji, directrice générale du commerce extérieur au ministère du Commerce. Lors d'un point de presse à Tunis, la responsable a affirmé que "l'Union européenne conservait sa position de partenaire le plus important de la Tunisie". D'après la responsable, les importations ont accusé une "légère" hausse de 0,3% pour atteindre 46,3794 milliards de DT (14,8494 milliards de dollars) et le ratio des exportations, couvrant les ressources, a progressé de 7,6 points pour atteindre 77,9% contre 70,3%. Et d'ajouter que le déficit commercial a diminué de 3,4952 milliards de DT(1,1184 milliard de dollars) pour atteindre 10,2283 milliards de DT (3,273 milliards de dollars), contre 13,7235 milliards DT (4,3915 milliards de dollars).

DÉCARBONER LES USINES

La mission de l'intelligence artificielle ?

Des capteurs malins pour réduire les besoins en énergie des machines, du béton moins polluant ou des outils pour traquer les émissions en CO2: loin de se cantonner à ChatGPT, l'intelligence artificielle (IA) peut-elle aussi à aider à décarboner ? C'est le pari de nombreuses entreprises. Dans les travées des conférences sur le changement climatique, il n'est plus rare de tomber sur des startups vantant leurs capacités à mesurer et réduire les émissions: l'américaine Watershed, l'allemande Carbme, ou encore la française Greenly, qui propose d'analyser les activités des entreprises pour les traduire et les quantifier en gaz à effet de serre. Au-delà de ChatGPT, qui a fait les gros titres ces derniers mois, les applications de l'IA sont infiniment nombreuses, notamment pour apporter davantage de traçabilité, élément majeur de la décarbonation. Dans ce cadre, l'IA peut jouer un rôle majeur, estime Geoffroy Petit, spécialiste du sujet pour le cabinet BearingPoint. «L'un de ses apports est sa capacité à reconstruire une partie des données, à les projeter pour fournir des estimations sur les émissions liées à un produit qui soient les moins fausses possibles», explique-t-il.

Car si les entreprises peuvent aisément savoir ce qu'elles émettent directement, c'est moins facile avec les émissions indirectes (dites de Scope 3), dont celles de leurs fournisseurs. «Par exemple, l'IA pourrait permettre de dire aux entreprises: +Ce que vous faites pour décarboner votre flotte de véhicules, c'est bien, mais le sujet chez vous, c'est le modèle d'affaires qui repose sur l'entrée dans vos entrepôts de milliers de produits dont vous ne maîtrisez absolument pas le bilan carbone+», décrypte Léo Génin, consultant environnement pour I Care, chez BearingPoint. Un point loin d'être négligeable: selon un rapport récent de CapGemini, les émissions indirectes représentaient l'an dernier 92% des émissions totales affichées par les entreprises européennes interrogées. Mais l'IA peut être utilisée à d'autres fins, dont l'amélioration des procédés de fabrication au sein d'une usine. «On peut, grâce aux données que l'on récolte, dire quelles sont les raisons pour lesquelles on produit mal ou bien», décrit ainsi Paul Pinault, l'un des responsables de Braincube, entreprise française proposant des solutions numériques aux industriels. Cela permet notamment d'évaluer, via des millions

de données, quels seront les processus industriels les moins énergivores.

«Impact environnemental»

Des industriels se sont lancés, comme le français Suez avec son logiciel Aquadvanced, pour aider à la gestion des réseaux d'eau. L'allemand Siemens a lui mis au point un logiciel de mesure des émissions tout au long de la chaîne de valeur. Et les Gafam sont de la partie: l'américain Meta a collaboré avec l'université de l'Illinois l'an dernier, pour concevoir un algorithme afin de créer des bétons plus frugaux en émissions. Au-delà de la décarbonation des procédés et des produits, l'IA peut aussi aider aux processus de décision des entreprises. Par exemple, une société devrait-elle plutôt démolir un bâtiment et le reconstruire avec des matériaux plus verts, ou au contraire réutiliser une partie du site et reconstruire l'autre partie avec des matériaux recyclés ? L'avenir de la planète passe-t-il pour autant par l'intelligence artificielle ? Ce serait occulter le fait que le numérique représente 3 à 4% des émissions de gaz à effet de serre dans le monde, selon un rapport de l'Agence de la transition

écologique (Ademe) et de l'Arcep, autorité de régulation des télécoms. En d'autres termes, la solution potentielle fait aussi partie du problème. «La question du retour sur investissement, du point de vue environnemental, de ces infrastructures numériques au regard des bénéfices et des promesses induites reste quelque chose de peu vérifié à l'heure actuelle», souligne Léo Génin. Et encore faut-il que les entreprises veuillent mettre en place ces outils, avec des coûts potentiels additionnels à court terme. Les spécialistes soulignent néanmoins un changement des mentalités, bien que lent. «Précédemment, les entreprises nous contactaient en disant: +J'ai un problème de qualité à résoudre dans mon usine+. Aujourd'hui, elles disent: +J'ai un problème de qualité et je veux aussi mesurer mon impact environnemental+», témoigne Paul Pinault. Le plus incitatif serait encore de faire rimer environnement et économies. «Quand on couple aspect financier et aspect climatique, les entreprises prennent des décisions beaucoup plus rapidement», atteste ainsi Geoffroy Petit.

Par Agence

CHINE

Un nouveau plan pour stabiliser la croissance de l'industrie des machines



Les autorités industrielles chinoises ont dévoilé samedi un plan visant à maintenir la croissance régulière de l'industrie des machines du pays en 2023 et 2024. La Chine s'attend à ce que les revenus d'exploitation de l'industrie atteignent 8.100 milliards de yuans (environ 1.130 milliards de dollars)

d'ici 2024, selon le plan publié conjointement par le ministère de l'Industrie et des Technologies de l'information et six autres départements gouvernementaux. L'objectif de croissance se traduira par une augmentation annuelle moyenne de plus de 3% des revenus d'exploitation. Le plan se concentre prin-

cipalement sur 11 secteurs, dont les machines-outils, les machines agricoles et les machines de construction. Des efforts seront déployés pour accroître la demande, promouvoir la transformation intelligente de la fabrication, améliorer la qualité de l'offre et rendre la mise en œuvre des politiques plus ciblée.